



Les territoires en lutte contre les monocultures d'arbres, les méga-barrages et les aires protégées

Bulletin du WRM 261

Juin 2022

[Accéder au Bulletin depuis le site WRM](#)

[Inscrivez-vous au Bulletin](#)

Indice

NOTRE OPINION

Relier la crise climatique (et ses prétendues « solutions ») aux injustices et aux oppressions historiques..... 2

La récupération de la terre dans Misiones, Argentine : une lutte pour la justice sociale et une vie digne..... 5

« Le commerce de l'énergie ou notre vie » : La lutte contre les barrages sur le cours principal du Mékong..... 13

Déserts verts : l'avancée des monocultures de l'huile de palme dans l'Amazonie de l'État de Pará..... 18

Expansion des sociétés papetières APP et APRIL en Indonésie : plus de déforestation et de violences.. 24

Communautés en résistance contre l'impunité et les effets des entreprises d'huile de palme en Équateur : les cas d'Esmeraldas..... 31

Résistance des communautés quilombolas contre la société Suzano dans l'Extrême Sud du Brésil..... 40

Inde : où va la conservation-forteresse ? 49

RECOMMANDATIONS

Lettre ouverte dénonçant l'eucalyptus génétiquement modifié (GM) résistant au glyphosate de Suzano Papel e Celulose..... 59

« Les feux de la spoliation. » Les incendies provoqués par les plantations au Chili..... 59

Les femmes autochtones Munduruku protègent leur territoire avec des caméras et des téléphones 59

Une certification RSPO malgré les conflits fonciers, la violence et la criminalisation..... 59

Série de webinaires « Décrypter le jargon »..... 60

Ce bulletin contient des articles écrits par les organisations et les personnes suivantes : La coopérative Productores Independientes de Piray (PIP, Producteurs indépendants de Piray), Misiones, Argentine ; Projet SEVANA Asie du Sud-Est ; Mouvement des Petits Agriculteurs (MPA), Pará, Brésil ; campagne Forêts et Plantations des Amis de la Terre Indonésie/WALHI ; Acción Ecológica, Équateur ; l'Association Quilombola de Volta Miúda, de la municipalité de Caravelas et la Coopérative Quilombola de l'Extrême Sud de Bahia ; Forum indien des mouvements forestiers (All India Forum of Forest Movements—AIFFM) ; et membres du Secrétariat international du WRM.

NOTRE OPINION

Relier la crise climatique (et ses prétendues « solutions ») aux injustices et aux oppressions historiques

Les combustibles fossiles sont à l'origine du chaos climatique – mais les conditions de cette crise ont été créées par les interconnexions et les dépendances entre le colonialisme, le racisme, le patriarcat et l'exploitation de classe. Pour lutter contre le chaos climatique, il est donc nécessaire de s'attaquer aux relations de pouvoir inégales sur lesquelles repose un capitalisme dépendant des combustibles fossiles.

Il est indéniable que la combustion des combustibles fossiles est la cause profonde du chaos climatique actuel. La plupart des sociétés pétrolières, charbonnières et gazières ont été basées dès le départ dans des pays européens et nord-américains et se sont appuyées sur des processus coloniaux historiques pour accéder à des gisements de combustibles fossiles ailleurs. Ces entreprises et leurs puissances coloniales sont toujours à l'œuvre dans cette crise. C'est la colonisation des terres, de la main-d'œuvre et des cultures par ces pays qui a permis à une économie capitaliste dépendante des combustibles fossiles de prospérer. La crise climatique met ainsi en évidence les réseaux de pouvoir et d'oppression qui se sont tissés depuis la colonisation, la dépendance aux énergies fossiles reposant sur les interconnexions entre colonialisme, racisme, patriarcat et exploitation de classe.

Le Groupe d'experts international sur l'évolution du climat (GIEC) de l'ONU a enfin mis en évidence dans son rapport d'avril 2022 ce que les mouvements populaires réclament depuis des décennies : la nécessité de mettre fin à l'utilisation des combustibles fossiles. Pourtant, selon les prévisions, les plus grandes sociétés pétrolières et gazières du monde devraient dépenser plus de 930 milliards de dollars dans de nouveaux projets de développement de combustibles fossiles en seulement 9 ans. Parmi ces entreprises figurent Shell (Pays-Bas/Royaume-Uni), Chevron (États-Unis), Eni (Italie), TotalEnergies (France) et ExxonMobil (États-Unis) ainsi que des entreprises d'État telles que le russe Gazprom, Saudi Aramco, PetroChina et le norvégien Equinor. (1)

De plus, les négociations de l'ONU sur le climat et leurs « solutions », telles que les « solutions fondées sur la nature » ou REDD+, permettent aux gouvernements et aux entreprises (et aux ONG de conservation) du Nord de s'emparer et de contrôler encore plus de territoires et de forêts des communautés dans les pays du Sud. (2) L'économie

« renouvelable » ou « verte » repose donc sur les mêmes réseaux de pouvoir et d'oppression que ceux qui ont permis à la crise climatique de se développer.

Plusieurs articles de ce *Bulletin* traitent de ces questions. L'un d'entre eux alerte les lecteurs sur les graves impacts que la construction en cours de grands barrages le long du Mékong, en Asie du Sud-Est, fait peser sur les communautés et sur tous les organismes vivants dont le fleuve assure la subsistance. Un autre expose comment l'expansion prévue des plantations industrielles de palmiers à huile en Amazonie brésilienne, en particulier par Brazil Bio Fuels (BBF), fait peser une menace toujours plus lourde sur les forêts, les peuples autochtones et les communautés paysannes. Une autre contribution de l'Équateur documente non seulement les impacts sur les communautés de la violence et de l'injustice adoptées par les entreprises de plantation de palmiers à huile, mais aussi la résistance communautaire.

Les entreprises de plantation d'arbres tentent néanmoins de se présenter comme les sauveurs de la crise climatique. La Déclaration du 15^e Congrès forestier mondial, qui a rassemblé la plupart des industries de la plantation d'arbres et de la cellulose en mai 2022, affirmait que ces industries « offrent d'importantes solutions fondées sur la nature pour lutter contre le changement climatique, la perte de biodiversité, la dégradation des terres, la faim et la pauvreté. » (3) Ces « solutions », cependant, sont basées sur l'expansion du même modèle destructeur d'une économie capitaliste dépendante des combustibles fossiles et se concentrent donc principalement sur la manière de continuer à augmenter les bénéfices des entreprises.

Un reportage en Indonésie montre comment les sociétés de plantation d'arbres APP et APRIL continuent de suivre un modèle de violence, de pollution et de spoliation – malgré leurs engagements et objectifs « verts ». Ce modèle est également mis en évidence dans un article provenant du nord-est du Brésil, où l'actuelle résistance des communautés se concentre sur les graves impacts sur leurs vies et leurs territoires entraînés par les activités de la multinationale papetière Suzano dans l'État de Bahia.

Les grandes entreprises et leurs alliés financiers clôturent de plus en plus de forêts et les classent comme zones protégées afin de se prévaloir des actions de compensation et d'atténuation découlant de la pollution qu'ils ont créée ailleurs. Avec le soutien de nombreuses ONG internationales de conservation et de l'ONU, ces aires protégées sont également souvent qualifiées de « solutions fondées sur la nature », ce qui permet d'invisibiliser l'histoire de la violence et du racisme dont sont déjà victimes les communautés forestières vivant dans et autour de ces zones. (4) Une fois de plus, cela illustre comment la crise climatique s'appuie sur les oppressions historiques, les exacerbe et les perpétue.

En Inde, l'expansion des aires protégées au nom de la « conservation » a constitué une violation flagrante des droits des peuples autochtones et des communautés forestières. Un article documentant cette situation expose également les liens étroits qui existent entre les aires protégées et l'expansion de l'exploitation minière et la déforestation à grande échelle.

Les grandes concessions – qu'elles soient destinées au secteur des combustibles fossiles lui-même ou à une industrie qui en dépend, à une entreprise de plantation, un méga-barrage ou un projet prétendant compenser la pollution par les combustibles fossiles – détruisent inéluctablement les communautés, les forêts, les ressources en eau et toutes les relations interconnectées entre les organismes vivants, les connaissances et les histoires liés à des lieux spécifiques. La violence exercée par les propriétaires des concessions dans ces lieux est particulièrement forte à l'encontre des femmes et des filles, qui sont souvent victimes de harcèlement, abus et viols à l'intérieur de ces territoires envahis.

Relier les origines de la crise climatique aux injustices et oppressions historiques n'est pas seulement un acte de reconnaissance ; c'est aussi une manière de rendre visible que ces injustices et oppressions sont toujours présentes aujourd'hui et se sont même aggravées à certains endroits. S'attaquer au chaos climatique exige donc de s'attaquer aux relations de pouvoir inégales sur lesquelles repose un capitalisme dépendant des combustibles fossiles.

Comme l'affirme dans une interview dans ce *Bulletin* Miriam Samudio, membre fondatrice d'une coopérative agroécologique à Misiones, en Argentine, qui a récupéré des terres de la multinationale de plantations Arauco :

« Je sais que malgré tous les défis auxquels nous sommes confrontés au quotidien, nous sommes capables de rêver, et de croire que ce qui semblait si impossible peut être possible, si nous nous organisons et luttons tous ensemble. »

(1) Global Witness, « IPCC clarion call puts spotlight on fossil fuel industry's hypocrisy », 2022, <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/fossil-gas/ipcc-clarion-call-puts-spotlight-on-fossil-fuel-industrys-hypocrisy/>

(2) Voir par exemple WRM « 15 ans de REDD : un système fondamentalement vicié », 2022, <https://www.wrm.org.uy/fr/publications/15-ans-de-redd-un-systeme-fondamentalement-vicie> ; *Bulletin WRM* 255, Les « solutions fondées sur la nature : dissimuler un immense accaparement des terres », 2021, <https://www.wrm.org.uy/fr/bulletins/numero-255>

(3) FAO, 15^e Congrès forestier mondial, « The Seoul Forest Declaration », mai 2022, <https://www.fao.org/3/cc0160en/cc0160en.pdf>

(4) WRM, « Press release: Stop the Racist Conservation Model! », mai 2022, <https://www.wrm.org.uy/action-alerts/press-release-stop-the-racist-conservation-model>

La récupération de la terre dans Misiones, Argentine : une lutte pour la justice sociale et une vie digne

Productores Independientes de Piray (PIP) de Misiones, Argentine, a été créée en 2005 pour freiner l'avancée de la monoculture de pins de la transnationale Arauco et récupérer les terres. Le WRM a conversé avec Miriam Samudio, une référence de la famille de PIP, pour réfléchir sur le processus de lutte et les leçons apprises.

La coopérative Productores Independientes de Piray (PIP, Producteurs indépendants de Piray) de Misiones, Argentine, a été fondée en 2005 pour freiner l'avancée de la monoculture de pins et récupérer la terre, la souveraineté alimentaire, la santé et une vie digne. Sa résistance et son union constantes lui ont permis de réaliser quelque chose de rare : l'expropriation de terres de la multinationale de plantations industrielles Arauco (autrefois appelée Alto Paraná). Il reste encore beaucoup à faire après 18 années de lutte. Les membres de PIP continuent unies en maintenant au cœur de leur travail la recherche de la justice sociale.

La résistance contre les monocultures industrielles à Puerto Piray (1)

Alto Paraná S.A. (APSA) est l'entreprise de plantations la plus importante d'Argentine et une des plus grandes d'Amérique latine. Depuis 1996, elle appartient au groupe chilien Celulosa Arauco, le deuxième producteur de cellulose de la planète. Depuis sa création, Arauco a joui de nombreux avantages fiscaux qui ont favorisé son expansion ininterrompue.

En Argentine, Arauco possède 264 000 hectares de terres, dont plus de 131 000 ha de monocultures d'arbres. Dans la province de Misiones, la transnationale exploite une usine de cellulose à Puerto Esperanza, deux pépinières, une usine de refabrication, une usine de panneaux de fibres à densité moyenne (MDF) et deux scieries, y compris la plus grande d'Argentine située à Puerto Piray. La cheminée de cette scierie rejette quotidiennement du formaldéhyde, un produit toxique que les voisins décrivent comme « une substance qui sent les œufs pourris. »

Aujourd'hui, Arauco possède presque 12 pour cent de la superficie de la province de Misiones. Elle détient à elle seule pas moins de 63 pour cent des terres de la municipalité de Puerto Piray. L'agence de nouvelles argentine Tierra Viva a estimé que chaque hectare planté reçoit trois litres de produits agrottoxiques par année. Ainsi, cette entreprise répand chaque année plus de 70 000 litres de produits chimiques dans la municipalité de Piray

avec de multiples effets nocifs sur la santé de la population notamment des cancers, des infections respiratoires et cutanées et des malformations. En plus de ces graves effets, Arauco a accaparé des terres des paysans et des Autochtones, détruit leurs moyens de subsistance et leur biodiversité, contaminé leurs sources d'eau et expulsé ses habitants.

En l'an 2000, dans un contexte de profonde crise économique et sociale en Argentine, le manque de terres et de travail a poussé des familles de Piray à s'organiser. En 2003, ils avaient créé quatre groupes de base chacune formée de huit à dix familles. Ils étaient tous unis autour d'un projet collectif : production de miel d'abeilles, de canne à sucre, élevage de volailles ou confection de confitures. Deux ans plus tard, en 2005, des groupes des quartiers Unión, Santa Teresa et Kilómetro 18 ont fondé l'organisation Productores Independientes de Piray (PIP, Producteurs indépendants de Piray), qui aujourd'hui fait partie de l'Unión de Trabajadores de la Tierra (UTT, Union des travailleurs de la terre), qui regroupe des organisations de lutte de tout le pays.

Dès le début, la lutte principale de PIP portait sur la terre. C'est pourquoi ses membres ont dû affronter Arauco, le principal accapareur de terres dans Misiones. En plus d'envahir le territoire et d'encercler les familles, les plantations de pins de la multinationale ont aussi causé des dommages à la santé en raison de l'utilisation de produits agrochimiques toxiques.

En 2013, après de nombreuses marches, protestations, barrages routiers et campagnes à différents niveaux, la Chambre des représentants de la province de Misiones a adopté une loi déclarant que 600 hectares de terres d'Arauco à Piray étaient d'utilité publique et pouvaient être vendus et expropriés. La livraison de ces terrains devait se faire par étapes, en respectant le calendrier de la société pour la coupe des pins. Le premier lot de 166 hectares, prévu pour 2013, n'a été remis qu'à la mi-2017 et son titre foncier définitif n'a été obtenu qu'en 2021.

Ainsi, les familles de PIP ont commencé à planter des dizaines de cultures, dont le maïs, le haricot, la patate douce, le manioc, la pastèque, le melon et le chou. Chaque membre de la coopérative a reçu un hectare de terre à condition de le travailler selon des pratiques agroécologiques et communautaires. Des plantations annuelles sont également cultivées collectivement sur quarante-cinq autres hectares. La coopérative restaure également d'autres terres dégradées et contaminées en vue de les cultiver plus tard.

Au cours des premiers mois de la pandémie de Covid-19, l'engagement fort de PIP en faveur d'une alimentation saine a permis de produire et d'ensacher plus de 30 000 kilos de maniocs et de patates douces, lesquels ont été envoyés à Buenos Aires et distribués au réseau de cantines de l'UTT pour alimenter la population qui souffrait le plus de l'urgence

sanitaire. Parallèlement, à Piray, les membres ont préparé des sacs sous le slogan « PIP t'alimente de porte à porte, » pour offrir des fruits et légumes à volonté. Ceux qui ne pouvaient pas payer recevaient quand même des provisions.

Mais la lutte continue. À ce jour, les membres du PIP n'ont pas encore reçu les deux tiers des terres qui leur avaient été promises. Arauco aurait déjà dû livrer un deuxième lot de 107 hectares. Cela a incité les paysans à organiser à nouveau des manifestations, des marches et des barrages routiers pour faire valoir leurs justes revendications.

Le World Rainforest Movement (WRM) s'est entretenu avec **Miriam Samudio, l'une des leaders de la grande famille PIP**, pour réfléchir au processus de lutte et aux leçons apprises.

WRM : Avant la lutte pour l'expropriation des terres dans l'Alto Paraná (Arauco), aviez-vous déjà mené d'autres luttes ou actions collectives ? Avez-vous connaissance d'autres expériences ?

Miriam : Avant la lutte pour la terre, en tant qu'organisation, en tant que voisins, nous étions organisés en commissions de quartier. Nous avons commencé à nous battre pour les droits de la communauté. Les trois quartiers se sont réunis, nous avons créé la Commission d'intégration, où nous étions ouverts aux demandes de tous les voisins. Nous nous sommes battus pour que la route soit réparée, pour l'électricité et l'eau potable. Nous avons vu la nécessité de créer des CAPS [centres de santé primaire], des centres de premiers secours. Autrement dit, nous réalisons certaines choses fondamentales pour notre communauté, et nous le faisons ensemble, en tant que commission de quartier.

C'est à ce moment-là que nous avons compris qu'en nous organisant, nous pouvions obtenir beaucoup plus. Nous avons saisi que la question de la santé nous poussait à agir tous ensemble, pour faire cesser l'application des produits agrochimiques dans la région et enlever les pins derrière nos maisons. Tout cela a contribué à nous organiser, en tant que voisins, et à mettre en place une organisation indépendante comme PIP, Productores Independientes de Piray (Producteurs indépendants de Piray).

Nous avons été très encouragés par l'occupation qui a eu lieu, par l'installation et la colonisation à San Pedro (100 km de Piray). Ces gens se sont battus ensemble pour la terre et ont réussi. Nous avons soutenu leurs dernières luttes et cela nous a totalement encouragés à nous battre pour ce qui nous appartient. Nous avons également rendu visite à un groupe de 300 familles au Paraguay qui avaient récemment pénétré dans une grande plantation de soja. Ils occupaient 5 000 hectares. Ce n'était pas facile, ils ont fait plusieurs

tentatives jusqu'à ce qu'ils réussissent à y rester, bien qu'ils soient toujours en conflit. Cette lutte nous a beaucoup motivés.

WRM : Lors de précédentes conversations avec PIP, on nous a dit que ce sont les femmes (qui restaient à la maison pour travailler pendant que les hommes cherchaient du travail) qui ont commencé à prendre conscience de l'importance de posséder des terres. Comment cela s'est-il produit ?

Miriam : En 1999 et 2000, nous avons connu la période la plus difficile de l'histoire récente en raison de la crise non seulement dans le pays, mais aussi dans les différentes provinces. Nous, les mères, restions à la maison et les hommes — les pères, les frères — partaient travailler loin. C'est ainsi que nous, les femmes, nous nous sommes retrouvées dans les réunions de l'école, dans la salle de premiers soins, et nous avons toutes parlé de la même chose. Les enfants avaient des plaies, des problèmes respiratoires, des conjonctivites, des diarrhées. Ils ont commencé à présenter les mêmes symptômes et c'est alors que nous, les femmes, avons commencé à comprendre que cela se passait au moment de la floraison des pins, que le pollen libéré à cette époque nuisait non seulement à l'environnement, mais aussi à la santé de nos enfants et de nos adultes. C'est ainsi que nous, les femmes, avons compris la cause de ces problèmes et que nous devions faire quelque chose.

Nous pensions que ce serait facile. Au début, bien sûr, on ne saisit pas tous les aspects du problème. Nous nous sommes plaints à la municipalité des problèmes de santé et avons exigé que les pins soient enlevés et que la plantation cesse d'épandre des produits agrochimiques toxiques. Avec le temps nous avons commencé à comprendre que ce serait une grande lutte. Et c'est là que tout a commencé. Nous nous disions qu'il fallait faire preuve de bravoure, de courage, et continuer à résister. Nous sentions que cette bataille ne terminerait pas de sitôt. Il fallait continuer à chercher des stratégies pour aller de l'avant et savoir que, bien souvent, il faut suspendre la lutte au besoin, puis revenir avec plus de force, plus d'enthousiasme.

Je comprends que le rôle des femmes dans cette lutte pour la terre était très important, il était essentiel. Parce que c'est nous qui, tous les jours, devons trouver la nourriture à mettre sur la table et offrir à nos enfants. C'est ainsi que nous avons embrassé cette lutte pour la terre, en comprenant que nous pouvions produire des aliments sur cette terre et, dans un premier temps, résoudre le problème de l'autoconsommation familiale.

Je comprends également que nous les femmes, malgré tous les désagréments que nous subissons au quotidien, nous sommes aussi capables de rêver, de croire que ce qui semble impossible devient possible si nous nous organisons et luttons ensemble, en tant que

voisines et en tant que communauté entière, pour nous tenir debout. Et c'est nous, les femmes, qui avons commencé à parler de la question, à diffuser le message à d'autres familles et les encourager à relever le défi. Cette conviction que nous, les femmes, avions au début de notre organisation dans cette lutte pour la terre avait beaucoup d'intensité, d'espoir, de conviction et d'engagement de la part des femmes. Et je pense que cela ne changera pas. Nous sommes toujours au front, nous encourageons toujours. Bien qu'aujourd'hui le travail soit mutuel, avec un engagement des deux côtés, hommes et femmes, nous, les femmes, sommes toujours au premier plan, comme toujours, comme ce fut le cas lorsque nous avons commencé.

Maintenir l'équilibre entre la maison, les enfants et la résistance est un combat de tous les jours pour nous. Nous demandons toujours : comment allez-vous ? Comment ça va ? Et nous sommes toujours dans la lutte. Nous sommes toujours prêtes, nous nous organisons toujours. Malgré tout ce que nous faisons, nous avons aussi du temps pour nous. En plus de nous occuper de la maison, du travail coopératif, de l'organisation des luttes, nous sommes toujours à la recherche d'un équilibre, n'est-ce pas ? Prendre chaque partie comme elle doit l'être, sans en négliger aucune.

WRM : Comment prenez-vous les décisions au sein de PIP aujourd'hui, et quels ont été les principaux changements dans l'organisation depuis sa création ?

Miriam : Les décisions ont toujours été prises ensemble. Nous tenons des assemblées, des réunions de délégués, nous nous consultons les unes les autres et ensuite nous décidons en assemblée générale. Donc, si nous réussissons, nous l'obtenons tous ensemble. Et si nous échouons, eh bien, nous échouons tous ensemble.

Les changements qui ont lieu sont toujours pour le mieux, dans le sens où nous évaluons ce qui peut être amélioré et, au fur et à mesure qu'ils sont proposés, ils sont modifiés et améliorés. Mais dans le processus de prise de décision, nous continuons de cette manière : tout le monde peut s'exprimer, tout le monde peut faire des propositions et nous pouvons ajuster notre tir pour ne pas faire d'erreurs. Et si nous nous trompons, nous pouvons retourner à la planche à dessin et repenser notre approche d'une autre façon.

WRM : Quels ont été les principaux obstacles qui ont retardé ou affaibli la lutte ? Comment les avez-vous surmontés ?

Miriam : Le principal obstacle au début était que la communauté elle-même, les personnes qui composaient l'organisation, avaient peur de l'entreprise, parce que c'est une multinationale. Certains ont même porté un regard favorable sur l'entreprise, comme pour dire « mais ils fournissent du travail, » sans regarder les effets de ce travail, tout ce

qu'ils détruisaient. Il s'agissait donc de les convaincre, de sensibiliser nos propres collègues, puis la communauté. Parce que la communauté nous voyait souvent au début comme ceux qui voulaient causer des problèmes, les quilombos, les « piqueteros. » Ils n'ont pas compris que la lutte n'était pas seulement pour notre organisation, mais aussi pour la communauté elle-même, pour qu'elle ne disparaisse pas, et pour que les gens eux-mêmes ne finissent pas par disparaître de l'endroit. C'était très difficile au début.

Un autre obstacle était que nous devions nous préparer, car nous ne savions pas que dans notre lutte contre la multinationale nous devions connaître certains droits, certains articles de la Constitution. Nous avons commencé à étudier certaines choses, à nous former. Avec le temps, nous avons beaucoup appris. Mais il fallait d'abord passer par ce processus, ce qui était aussi une bonne chose, car nous avons grandi dans cet apprentissage et dans cette lutte qui aujourd'hui nous renforce beaucoup.

Un autre obstacle a été l'usure de ce long processus. Il y a eu de nombreuses années, 14 années de lutte ininterrompue qui impliquent beaucoup d'usures et c'est ainsi qu'à certaines périodes, nous étions moins nombreux et puis nous nous sommes redressés, mais toujours en luttant pour les intérêts de toutes les familles. Nous avons souvent dû trouver de la force là où il n'y en avait pas.

Ensuite, quels sont les obstacles aujourd'hui ? Et je pense que ce n'est pas seulement aujourd'hui, mais tout au long du processus. Lorsque l'entreprise voit que nous sommes une organisation qui s'organise pour continuer à se battre pour la partie de la terre qui nous appartient, ce qu'elle fait toujours, c'est de s'associer à des personnes au sein de l'organisation pour nous affaiblir. Ils commencent à sortir tous les quatre ans, au moment des élections, pour chercher des votes, et c'est toujours un casse-tête. Il semble que la mauvaise habitude persiste du politicien qui arrive et convainc, je ne sais pas comment, certains camarades de suivre les intérêts de l'entreprise. Et par la suite, ils sèment la division jusqu'à la fin de la période électorale et ensuite tout revient à la normale. C'est pourquoi l'un des obstacles qui se présentent encore aujourd'hui, incroyablement, est que chaque fois qu'il y a des élections gouvernementales, il y a des différences entre les opinions et les actions que nous voulons prendre. Vous pouvez le remarquer, vous pouvez le sentir beaucoup. Et une fois les élections terminées, la situation se calme et tout revient à la normale.

WRM : Y a-t-il eu un processus d'apprentissage conscient au fil des ans ?

Miriam : Le processus d'apprentissage, la prise de conscience de chaque famille, de chaque camarade femme et homme et de chaque délégué a été beaucoup plus forte cette année que lorsque nous avons commencé. Lorsque quelque chose est demandé,

lorsqu'une stratégie de lutte est proposée, lorsqu'une question, une préoccupation est soulevée, on remarque que les camarades ont une grande conscience lorsqu'il s'agit de prendre un risque, de s'engager, pour défendre la vie, pour défendre nos territoires et surtout pour accompagner ou soutenir d'autres organisations, d'autres communautés menacées d'expulsion.

L'engagement fort de PIP à poursuivre l'accompagnement et la solidarité est très perceptible. Chez les personnes qui se rallient à nous, vous pouvez le voir peu après lorsqu'elles soulèvent des questions, lorsqu'elles proposent des sujets, que c'est avec beaucoup plus de force.

WRM : Au sein de PIP, non seulement vous avez décidé de récupérer les terres et de les utiliser pour la production alimentaire, mais vous avez également créé une école pour adultes, comment et pourquoi l'avez-vous organisée ?

Miriam : Oui, au sein de PIP, en plus de la résistance et de la lutte pour la terre, de la résistance dans le territoire, nous cherchons aussi des options pour exercer nos droits. L'éducation des adultes constitue un de ces droits et nous avons mené un long et persistant effort pour obtenir l'approbation d'un noyau d'étude, le SIPTEP, qui est un système provincial d'éducation intégrale, où nous avons réussi à obtenir la reconnaissance de notre école, et elle est ouverte à toute la communauté.

Il y a beaucoup de jeunes qui n'ont pas terminé leur école, leur école secondaire, beaucoup de personnes plus âgées qui font leurs études primaires. Et bien, nous sommes fières de pouvoir dire que nous ne pensons pas seulement à nous-mêmes, mais aussi à la communauté.

Une autre chose que nous continuons à faire en tant que PIP est d'essayer d'être des protagonistes dans notre communauté en matière de revendications, de nos droits. Nous nous battons toujours pour la santé, pour les routes, pour l'eau. Par exemple, nous réalisons également un projet de création d'une banque de semences du PIP, afin de préserver et de revitaliser la biodiversité locale. Nous essayons souvent de jouer ce rôle de porte-parole de notre communauté et cela nous renforce aussi beaucoup.

WRM : Quelles seraient les choses les plus importantes à garder à l'esprit dans l'auto-organisation afin de commencer et de maintenir une lutte ? Quelles sont les choses à éviter ou à prendre en compte dans le processus ?

Miriam : Chaque fois que nous avons la possibilité de partager des discussions ou des réunions avec certaines communautés, avec certains groupes qui sont également

impliqués dans les luttes pour la terre, nous essayons de partager notre expérience avec eux. Surtout, nous leur expliquons que s'ils sont convaincus, s'ils croient vraiment qu'ils ont un droit, s'ils embrassent vraiment cette lutte, avec tout, avec leur cœur, avec leur conscience, avec leur âme, il y a une chance qu'un bon groupe puisse être formé et que plus de familles, et même toute la communauté, puissent être convaincues et s'engagent avec les membres du groupe.

Il serait bon de faire très attention à ne pas résoudre les problèmes individuellement. Le danger est toujours là. Parfois, pour accélérer les choses ou parce que vous voulez répondre à un besoin rapidement, vous faites des erreurs. Ça nous est arrivé, certains de nos collègues sont passés par là. Donc, essayez toujours de prendre les décisions ensemble. Une fois qu'un consensus aura été atteint, nous pourrons aller de l'avant. Peu importe que vous perdiez quelques jours, quelques semaines de plus, il faut obtenir l'accord de la majorité, car c'est la seule façon d'embrasser cet engagement, cette lutte, et de pousser jusqu'à ce que nous atteignions notre objectif.

WRM : Considérez-vous que le soutien ou la solidarité de l'extérieur est important, et quel type de solidarité précieuse ou utile avez-vous reçu ?

Miriam : Le soutien de l'extérieur est toujours important, que ce soit de la part des institutions, de la société elle-même, des médias, des fonctionnaires, des différents secteurs. Parce que c'est comme ça, il faut impliquer tout le monde, il faut mettre la question sur la table et impliquer tous ceux qui font partie de notre société.

Je comprends qu'avec nous, ça a pris du temps. Nous essayons de continuer à résister et petit à petit nous avons gagné tous ces acteurs, qui sont importants et très précieux quand il s'agit de donner leur avis, de décider, d'accompagner et de donner de la visibilité à nos luttes.

Il est toujours très important de chercher des alliés, et surtout des alliés qui peuvent faire connaître tout ce qui est fait, tout ce qui est demandé et de le diffuser dans différents espaces. C'est très important. Cela nous a beaucoup aidés.

(1) Pour en savoir plus sur la lutte des PIP, veuillez consulter les liens ci-dessous (en espagnol) : Tierra Viva, « Despiertan tierras dormidas, » Argentine, 2020, <https://agenciatierraviva.com.ar/despiertan-tierras-dormidas/> ; Tierra Viva, Productores Independientes de Piray: « Donde había solo tierra dura, ahora crecen alimentos sanos, » Argentine, 2021, <https://agenciatierraviva.com.ar/productores-independientes-de-piray-donde-habia-solo-tierra-dura-ahora-crecen-alimentos-sanos/> ; Alianza Biodiversidad, Nélica Almeida: « La agroecología es traer al corazón esos valores que están en la comunidad, » 2022 <https://www.biodiversidadla.org/Defensoras/Nelida-Almeida-La-agroecologia-es-traer-al-corazon-esos-valores-que-estan-en-la-comunidad>

« Le commerce de l'énergie ou notre vie » : La lutte contre les barrages sur le cours principal du Mékong

Le Mékong, qui traverse six pays sur près de 5 000 km et assure les moyens de subsistance et la vie de millions de personnes, est gravement menacé en raison de la construction en cours de barrages de grande taille. Les communautés poursuivent la résistance, dans ce qui pourrait être le dernier combat pour sauver certaines des parties indemnes du fleuve... et de leur vie.

Le Mékong est le plus long fleuve d'Asie du Sud-Est et l'un des plus grands fleuves du monde. Couvrant une distance de près de 5 000 km de sa source sur le plateau tibétain en Chine jusqu'au delta du Mékong, le fleuve traverse six pays : la Chine, le Myanmar, la Thaïlande, la RDP lao, le Cambodge et le Vietnam.

Les habitants des pays du Bas-Mékong (Myanmar, Laos, Cambodge, Thaïlande et Vietnam) ont été confrontés à une difficulté majeure au cours des trois dernières décennies en raison du développement rapide de grands barrages hydroélectriques, en particulier sur le cours principal du Mékong. Les grands barrages hydroélectriques bloquent les principaux parcours de migration des poissons et perturbent ce fleuve d'une importance vitale, affectant des millions de personnes qui dépendent du Mékong pour leur subsistance et leur survie. Les problèmes territoriaux de souveraineté et de régime foncier, ainsi que le manque de coopération en matière de gouvernance entre les États concernés, sont les principaux obstacles qui empêchent les communautés et les mouvements de la société civile concernés de renforcer leurs réseaux transfrontaliers. Pourtant, malgré ces obstacles, qui s'ajoutent à l'argument fallacieux de la résolution des besoins énergétiques des populations et des bénéfices du commerce de l'énergie, les mouvements sociaux maintiennent leur unité et conservent encore l'espoir.

La partie supérieure du Mékong, le « Lancang » en chinois, est désormais entièrement contrôlée par les 11 grands barrages hydroélectriques appartenant à la Chine. Ces grands barrages empêchent, entre autres, le courant principal du Mékong de se remplir le long de la frontière entre la Thaïlande et le Laos ainsi que de remplir le Tonle Sap (le Grand Lac), la principale ressource en poissons, qui fournit aux Cambodgiens jusqu'à 70 % de leurs protéines.

Actuellement, le gouvernement de la RDP lao met les bouchées doubles pour construire sept barrages sur le cours principal du Mékong, après en avoir terminé avec les deux premiers barrages, qui sont réalisés par des entreprises thaïlandaises et malaisiennes. Les

échanges énergétiques entre le Mékong et les pays d'Asie du Sud-Est ne sont pas seulement une question commerciale, elle est également fermement dictée par les intérêts politiques de nombreux acteurs. La Chine est désormais le premier acteur du secteur et est engagée dans de nombreux projets à venir. C'est également elle qui exerce le plus d'influence sur l'idéologie politique et l'orientation du développement du Laos et elle est le principal bailleur de fonds de ce pays enclavé. Dans le même temps, la Thaïlande reste le plus gros acheteur d'électricité du Laos.

Le Laos est surnommé la « Batterie de l'Asie du Sud-Est » en raison du grand nombre de barrages prévus pour alimenter en énergie les pays voisins.

Des émissions « zéro net » en endiguant le Mékong et ses habitants

Depuis 1993, la Thaïlande a signé cinq protocoles d'accord pour acheter de l'électricité au Laos. En 2016, la Thaïlande a accepté d'acheter 9 000 MW au Laos au cours des deux décennies suivantes. À ce jour, le Laos a vendu 5 935 MW à la Thaïlande. En mars 2022, le gouvernement thaïlandais a accepté de signer le dernier protocole d'accord pour l'achat de 1 500 MW supplémentaires, ce qui porte le total à 10 500 MW. L'argument du gouvernement en faveur du nouveau protocole d'accord était « d'obtenir de l'énergie propre pour aider la Thaïlande à parvenir à des émissions vertes nettes zéro ». Les accords permettent donc aux entreprises thaïlandaises de continuer à construire des barrages au Laos et de mettre en avant une logique déformée en prétendant que les grands barrages hydroélectriques sont une source d'énergie propre.

Il est difficile de connaître le nombre de personnes qui sont victimes de ces mégabarrages, en raison des multiples changements tout au long des 4 880 kilomètres du qui traverse six pays. La destruction de la biodiversité dans le cours principal du Mékong, ses affluents, le Tonle Sap (le Grand Lac) au Cambodge et le delta du Mékong, privé des millions de personnes d'un avenir prometteur et de leurs moyens de subsistance. Des études estiment que le déclin de la pêche dans le Mékong coûtera à lui seul près de 23 milliards de dollars d'ici 2040. Ce chiffre n'est pas surprenant quand on examine la situation du Tonlé Sap, l'un des plus grands lacs intérieurs du monde, avec 70 % des espèces de poissons qui migrent du Mékong vers le lac pendant la saison des pluies. En 2019, le système d'écoulement Mékong-Tonle Sap avait radicalement changé et amené l'eau du lac à devenir plus chaude, moins profonde et pauvre en oxygène. On estime que, cette année-là, la pêche dans le Tonlé Sap a diminué de 80 à 90 %. En conséquence, de nombreuses personnes ont dû quitter leurs communautés d'origine autrefois prospères sur les rives du lac, pour affronter un avenir inconnu sans presque aucun choix.

Au cours des trois dernières décennies, les gouvernements de la région du Mékong n'ont pas réussi à protéger le fleuve et ses habitants. La région, sous des gouvernements militaires et socialistes, n'a pu s'entendre que sur une économie de marché et un commerce transfrontalier. Cependant, l'absence de gouvernance dans ce processus a créé des laissés-pour-compte et a éloigné les gens les uns des autres. Outre la faiblesse et le manque de fiabilité des processus entre les gouvernements de la région du Mékong ainsi que des mécanismes tels que la Commission du fleuve Mékong (MRC), les habitants du Bas-Mékong ont également dû faire face aux investissements agressifs de la Chine sans beaucoup d'explications et à l'expansion rapide des entreprises hydroélectriques chinoises. Tout en insistant sur sa fraternité avec les pays du Bas Mékong, la Chine n'a jamais accepté aucun des impacts de ses barrages.

Alors que les preuves de la destruction environnementale et sociale du Mékong deviennent de plus en plus évidentes, le contraste frappant entre les entreprises qui en retirent des bénéfices et populations et les pays qui en souffrent est tout aussi évident. En Thaïlande, le prix de l'électricité est sur le point d'atteindre son niveau le plus élevé en mai 2022. Pourtant, la Thaïlande dispose de plus de 50 % de marge de réserve énergétique, car les plans de développement de l'électricité (PDP) du pays ont été basés sur une croissance économique surestimée. Les autorités thaïlandaises tiennent absolument à faire passer la part de la production hydroélectrique de 7 % en 2015 à 15-20 % d'ici 2036, dans la continuité de son soutien constant aux entreprises hydroélectriques, en dépit de l'offre excédentaire d'électricité et de la destruction de l'environnement et des moyens de subsistance locaux.

Pour la RDP lao, l'actualité la plus récente fait apparaître le problème du « piège de la dette » du pays. En 2015, le produit intérieur brut (PIB) du Laos a triplé par rapport à celui de 2005. Sa croissance a atteint 6,3 % en 2017. Cependant, elle a chuté continuellement pour atteindre 5,5 en 2019 et 3,3 % en 2020. Le principal facteur de l'augmentation du PIB a été l'investissement étranger dans les grands projets d'infrastructure. Mais le gouvernement du Laos doit investir au moins 30 % de son PIB pour générer une croissance économique de 6 à 7 %. Par conséquent, il est apparu que le Laos ne pouvait pas générer des revenus suffisamment élevés pour rembourser sa dette extérieure. Sa dette, en particulier vis-à-vis de la Chine, provenait de projets de plusieurs milliards de dollars, tels que des projets de trains à grande vitesse, des grands barrages hydroélectriques et des infrastructures des réseaux d'énergie. Par conséquent, le gouvernement du Laos n'a pas beaucoup d'autre choix que de continuer à développer la « Batterie de l'Asie » et de permettre ainsi au secteur privé et à la Chine de définir l'orientation de son développement futur.

Une forte résistance pour sauver le Mékong

Depuis le début de ces projets de grands barrages à la fin des années 1980, des groupes de la société civile et des communautés locales ont passé les deux premières décennies à tenter de comprendre la situation et à se mobiliser pour créer des réseaux entre eux, malgré toutes les difficultés dues à la répression et à la criminalisation. En 2012, un réseau de communautés locales de huit provinces le long du Mékong en Thaïlande a poursuivi l'Autorité de production d'électricité de Thaïlande (EGAT) pour avoir prévu d'acheter 95 % de son électricité au barrage de Xayabouri, le premier barrage du bas Mékong construit par une entreprise thaïlandaise. (1) Après des années d'enquête, le tribunal administratif a rejeté la tentative citoyenne de freiner l'EGAT. La procédure d'appel est toujours en cours contre ce grand barrage, qui fonctionne à plein régime. Cependant, l'assignation de l'autorité de l'énergie devant les tribunaux a aidé les gens à mieux comprendre le secteur de l'énergie qu'auparavant. Depuis, différentes communautés des pays de la région du Mékong ont tenté d'approfondir l'argument des besoins énergétiques et des avantages du commerce de l'énergie en lien avec la situation sur le terrain. Les ONG reçoivent plus de demandes pour organiser des ateliers de formation sur l'énergie et les impacts de l'énergie hydroélectrique. De nombreux représentants des communautés commencent à surmonter l'apparente complexité des chiffres et des calculs et élaborent leurs propres arguments pour répondre à la question cruciale : « le commerce de l'énergie ou nos vies ».

En Thaïlande, la dynamique des mouvements s'est également renforcée à l'occasion de la campagne sur les projets de barrages Thaïlande-Laos. Parmi les sept barrages proposés, deux sont prévus à la frontière des deux pays, ceux de Ban Khoum et de Pak Chom. Les communautés peuvent donc réagir directement en tant que parties prenantes concernées.

Récemment, la société Energy Absolute Plc a demandé l'autorisation à la province thaïlandaise du Nord-Est d'étudier les zones touchées par le barrage de Ban Khoum. Ce projet de 69,6 milliards de bahts thaïlandais (environ 2 milliards USD) générerait 1 079 MW d'électricité, mais il impacterait environ 250 000 personnes en Thaïlande et au Laos. Le 7 février 2022, un groupe de conservation de la région du Mékong, basé dans la province d'Ubon Rachathani dans le nord-est de la Thaïlande, a soumis une pétition au gouverneur de la province lui demandant de reconsidérer l'autorisation accordée à l'entreprise de réaliser une étude dans la région, en raison des graves inquiétudes que suscitent les impacts potentiels du projet.

Le 13 février, le gouverneur a envoyé une lettre au groupe de conservation et à la société ordonnant à Energy Absolute Plc de suspendre son étude, car il n'y a pas encore d'informations sur un cadre de coopération entre la Thaïlande et le Laos sur ce projet.

Les communautés thaïlandaises ont pu retarder le processus en Thaïlande, au moins pour un certain temps. Cependant, une enquête similaire était en cours du côté laotien de la frontière, suite à l'annonce d'un protocole d'accord entre des entreprises laotiennes et thaïlandaises et le gouvernement du Laos pour une étude de faisabilité sur ces barrages à partir du 29 juillet 2020. Selon le protocole d'accord, le groupe prévoyait de terminer l'étude de faisabilité des barrages dans un délai de deux ans.

Les mouvements contre les grands barrages sur le fleuve principal du Mékong pourraient percevoir cela comme la lutte finale avant que le fleuve Mékong ne soit trop dévasté. Il n'est même pas certain que les sept barrages puissent être construits, compte tenu de l'important assèchement du fleuve, dans la mesure où tous les grands barrages ont besoin des eaux du Mékong pour produire de l'électricité. Cependant, dans ce moment décisif, il faut espérer que les problèmes actuels et les connaissances que les gens ont acquises au cours des trois dernières décennies leur permettront de se mobiliser plus énergiquement et de travailler en réseau plus efficacement.

Ce pourrait être pour les communautés, l'occasion, pour une fois, de remettre la mobilisation sur les rails et de sauver certaines des parties restantes du fleuve et de leurs vies.

Premrudee Daoroung
Projet SEVANA Asie du Sud-Est

(1) Vidéo sous-titrée en anglais sur une communauté de pêcheurs en Thaïlande dans la province d'Ubon Rachathani, qui est le groupe qui a soumis la pétition contre l'étude de l'entreprise portant sur le barrage de Ban Khoum. Voir la vidéo : <https://youtu.be/kCDYwNO7fhk>

Déserts verts : l'avancée des monocultures de l'huile de palme dans l'Amazonie de l'État de Pará

L'huile de palme au Brésil est en pleine expansion, surtout dans l'État amazonien du Pará. BBF (Brasil BioFuels), la plus grande entreprise d'huile de palme au Brésil est accusée de crimes environnementaux et de violence à l'encontre de communautés indigènes, quilombolas et paysannes, à l'image de Virgílio Serrão Sacramento, communauté liée au Mouvement des Petits Agriculteurs (MPA).

La violence en zone rurale dans la région du Pará, en Amazonie brésilienne, a eu lieu de façon systématique tout au long du 20^{ème} siècle, toujours au nom du « développement national », dans lequel les populations qui habitent ce territoire, n'étaient et ne sont toujours pas insérées.

Ce développement avance aux prix de tueries, d'empoisonnements et d'expulsions des populations locales de manière truculente, faits qui se produisent toujours et encore en plein 21^{ème} siècle. Dans la région en aval du Tocantins, cette violence se présente par le biais de la monoculture de l'huile de palme qui est arrivée dans la région durant les années 1980. Dès ses débuts, l'huile de palme et les entreprises qui exploitent ce secteur connaissent une trajectoire d'assassinats, d'atteintes aux droits du travail et de violations des droits de l'homme et tant d'autres cruautés qui se sont vues pratiquées au nom de ce « développement ». Malgré tout cet historique de violence dans les territoires paysans, quilombolas et indigènes, les entreprises affirment produire de l'énergie et de l'huile de palma « durable ».

La société Biopalma da Amazônia AS, appartenant à la compagnie Vale do Rio Doce – l'une des plus importantes compagnies minières du monde – en société avec le Groupe MSP, a construit sa première usine d'extraction d'huile de palme en 2012. L'usine se trouve dans la municipalité de Moju, à 150 km de Belém, État du Pará. L'investissement total dans le projet a été de 500 millions de dollars, selon un communiqué de Vale.

La Société Biopalma a été vendue au groupe BBF (Brasil BioFuels) 2020. BBF est devenue, selon son site, la plus grande productrice d'huile de palme en Amérique Latine tout en ayant des plans d'expansion de la culture d'huile de palme dans les États de Roraima et Pará. (1) Avec l'acquisition de Biopalma, BBF passe à contrôler une extension de culture supérieure à 63 mille hectares, dont 7 mille hectares appartiennent à des partenaires de l'agriculture familiale. BBF est présente dans toutes les étapes du processus de production,

dès la culture d'huile de palme jusqu'à la production d'énergie électrique dans les usines thermoélectriques.

Le processus d'acquisition a été contesté par le biais d'une action judiciaire ouverte auprès de la Justice de Rio de Janeiro par la société Marborges Agroindústria, selon laquelle, l'acte de concentration aurait fait fi de transparence. L'entreprise cite dans le procès, selon des extraits « publiés dans les médias », que BBF aurait payé 1 réal à Biopalma face à une proposition délibérément présentée de l'entreprise Marborges qui offrait 20 millions de réais (plus de 4 millions de dollars), sans que soit nécessaire un quelconque apport financier de Vale et toutes contingences de l'entreprise productrice d'huile de palme étant assumées.

Ce fût justement à cette période, dans le contexte de la pandémie, que cette entreprise, sous contrôle d'investissements étrangers, a étendu ses cultures d'huile de palme sur les terres de communautés paysannes comme Virgílio Serrão Sacramento, localisée à Moju, Pará.

Impacts et conflits

Selon le journal *O Liberal* du 05 avril de 2022, l'entreprise BBF, « commandée par Milton Steagall » - qui répond à des dizaines de procès en Justice, aussi bien dans la sphère civile que criminelle - a été l'objet de nouvelles accusations. Le Ministère Public Fédéral (MPF) pointe toute une série d'irrégularités promues par BBF qui est présente sur les terres des communautés traditionnelles, indigènes et quilombolas, sans avoir pour autant réalisé le processus légal de licenciement nécessaire à l'activité d'une entreprise de biodiesel. Outre les activités irrégulières, l'entreprise est accusée de « crimes environnementaux, d'intimidation et de violence contre les communautés ».(2) Le Ministère a mis en relief, toujours selon le journal, entre autres, que la Terre Indigène Turé Mariquita, du fait de se retrouver encerclée par les cultures de l'entreprise - qui viennent se superposer aux terres indigènes - sans pouvoir compter sur l'existence d'une zone tampon obligatoire d'au moins 10 kilomètres de distance, a été victime de contamination et plusieurs dénonciations ont été enregistrées à ce sujet.

La même situation affecte deux communautés quilombolas, également encerclées par des cultures d'huile de palme : la communauté Alto Acará et Nova Betel. En accord avec le Ministère Public Fédéral, « Aussi bien dans le cas de la Terre Indigène Turé Mariquita que des communautés quilombolas, il existe encore des terres achetées par l'entreprise qui sont, en vérité, un territoire revendiqué par des quilombolas et des indigènes. » (4) Dans le même sens, en avril de 2022, les communautés quilombolas de Bujaru et de Concórdia,

également localisées dans l'État de Pará, ont dénoncé dans une lettre ouverte la forte contamination et sécheresse du fleuve Bujaru en raison des opérations de la société BBF. (5)

C'est dans ce contexte que les paysans et paysannes liés au Mouvement des Petits Agriculteurs (MPA), situés dans la municipalité de Moju, dans la communauté de Virgílio Serrão Sacramento, ont été pris de court le 23 mars 2022 lorsqu'un huissier du tribunal agraire de Castanhal est venu leur remettre une assignation avec demande d'injonction de réintégration de possession faite à leur encontre par l'entreprise BBF.

Depuis la fin de 2015 les familles habitent et occupent la zone de façon paisible et pacifique, réalisant des activités agricoles dans le respect de l'environnement. Les revenus familiaux sont le fruit de la commercialisation de leurs cultures comme la farine de manioc et leurs dérivés, la noisette du Brésil, l'açaï, le cœur de palmier pupunha, le cacao, le maïs, les haricots, le riz, le fruit de la passion, le poivre noir, des élevages de poulets et de cochons. Ce qui veut dire que la dignité et les revenus de 38 familles de la communauté sont assurés par le labour de leurs terres. Nous avons dans la communauté 13 maisons de production collective de farine de manioc, chaque famille produit en moyenne 30 sacs de farine par mois (chaque sac contenant 60 kilos). Il existe également dans la communauté une pépinière de plants qui a donné lieu à la production de plus de 26 mille plants d'açaï - déjà replantés dans les lots de terre - et de 30 mille plants de cacao, tout le travail étant réalisé de façon collective grâce aux ressources appartenant aux agriculteurs eux-mêmes.

Les familles qui habitent la communauté « Assentamento Virgílio Serrão Sacramento » [Campement Virgílio Serrão Sacramento] bénéficient d'un parcours historique de lutte pour la reconnaissance de leurs terres en ayant exigé de l'ITERPA (l'Institut des Terres de l'État du Pará) notamment une inspection dans la zone afin de poursuivre avec la régularisation foncière en faveur des familles. Selon des recherches effectuées par le mouvement, il n'existe pas de titres de propriété privée relatifs aux terres occupées, c'est à dire, appartenant au patrimoine public de l'État de Pará. Un tel historique peut être prouvé par le biais de photos, comptes rendus de réunions et occupations réalisées dans le siège de l'Institut National de la Colonisation et Réforme Agraire (INCRA) et de l'ITERPA à Belém. Les familles de la communauté ont toujours dénoncé les intimidations et les menaces faites par des fonctionnaires de cette entreprise de culture d'huile de palme à travers des drones et des SUV qui parcourent la zone. En ce faisant ils essaient d'identifier les leaders et de faire peur aux familles afin qu'ils abandonnent les lieux. C'est pourquoi le mouvement et les familles ont toujours demandé à l'ITERPA de se manifester ce qui ne s'est pas produit jusqu'au début de la pandémie du Covid-19.

En décembre de 2020, en agissant de manière sournoise et agressive, l'entreprise BioPalma (maintenant BBF) est entrée dans la zone en voiture avec deux gardes de sécurité et un fonctionnaire en prenant des photos des maisons, des cultures et des familles tout en proclamant que l'entreprise était propriétaire de ces terres et que nous devrions quitter les lieux. Durant cette période nous traversions l'un des pics de la pandémie et nous avions parmi nous plusieurs membres de nos familles malades et fragilisés. C'est dans ce contexte que l'entreprise est rentrée en justice contre les familles en demandant la réintégration de possession.

L'entreprise fait usage d'arguments fallacieux pour essayer d'incriminer le mouvement et les familles qui habitent la communauté en disant que nous occupons une zone qui leur appartient et que nous serions en train de pratiquer des crimes environnementaux comme l'abattage et l'extraction illégale de bois. Sans compter qu'ils essaient également de nous accuser d'être en train de menacer les fonctionnaires de l'entreprise avec des machettes.

Toutes ces accusations et mensonges sont des atteintes à notre dignité, à nos principes et valeurs car aucun de ces actes n'a été commis tout au long de ces années. Jamais personne de cette zone n'a été poursuivi ou condamné à une amende pour ce genre d'action ce qui est bien prouvé par la lettre officielle de l'Institut Brésilien de l'Environnement et des Ressources Naturelles Renouvelables (IBAMA) qui se trouve incluse dans le procès sur la déforestation des dernières années dans la région de la communauté, au contraire, nous réalisons diverses activités de conscientisation et de responsabilité environnementale à travers la plantation d'arbres, notamment fruitiers, pour la récupération de la forêt.

Nous dénonçons l'action criminelle et inhumaine de cette entreprise qui est en train de s'accaparer des terres dans l'État du Pará, commettant des crimes environnementaux, violant des droits du travail et causant des dommages irréparables à nos fleuves, nos *igarapés* et aux sources d'eau de notre région. (6)

Expansion de l'huile de palme en Amazonie : encore de la destruction et de l'accaparement de terres

Au Brésil, l'extension cultivée d'huile de palme a augmenté de 60% en dix ans. La plus grande partie de cette expansion est concentrée dans l'État amazonien du Pará. Selon une étude récente de la Chain Reaction Research, BBF, la plus grande entreprise productrice d'huile de palme au Brésil, possède 128 mille hectares de terres sous son contrôle. Elle fournit principalement aux entreprises suivantes : Bunge, Cargill, General Mills, Groupe Bimbo, Hershey, Kellogg's, Mondelez, Nestlé et Unilever. Ces dernières années BBF a été

considérée responsable du déboisement de 667 hectares, malgré les engagements pris par l'industrie et les autorités de ne développer le palmier à huile que dans les zones déboisées avant 2008. La plupart des 667 hectares a été déboisée en 2019 et 2020. Un pic de 165 alertes d'incendie a été détecté dans les cultures de palmier à huile de la BBF en 2020. (7)

BBF possède presque 70 mille hectares plantés à Roraima et Pará, mais il existe déjà des zones cartographiées destinées à la culture dans l'État de Rondônia, de l'Amazonas et dans l'Île de Marajó où la culture bénéficie déjà d'un financement international assuré, selon le CEO de la BBF, Milton Steagall. (8)

En décembre de 2021, Brasil BioFuels (BBF) et Vibra Energía – la plus grande distributrice de biocombustibles au Brésil – ont annoncé des plans pour construire une raffinerie de « diesel vert » à Manaus, capitale de l'État d'Amazonas. La raffinerie de Manaus ne dispose pas encore d'un licenciement environnemental mais l'on prétend investir 1,8 milliards de réais (378 millions de dollars) pour débiter les opérations en 2025. Afin d'atteindre le volume de production nécessaire, BBF espère planter 120 mille hectares d'huile de palme jusqu'à 2026 dans des régions qui sont encore à définir. Ceci augmenterait l'espace dévoué à l'huile de palme au Brésil de 60%. (9) Vibra Energía, connue auparavant comme Petrobras Distribuidora SA, a accepté de vendre du combustible d'aviation à être produit dans la bioraffinerie de BBF à Manaus, bioraffinerie qui était déjà prête à fournir du diesel renouvelable à cette dernière. (10) La stratégie, a affirmé Steagall, c'est de cultiver l'huile de palme dans des régions reculées et de transporter l'huile avec le soutien de Vibra qui dispose déjà d'expérience dans le transport par voies navigables ce qui aiderait aussi à réduire les dépenses. (11)

L'expansion du palmier à huile en Amazonie brésilienne conduite par des entreprises comme la BBF a été associée au non-respect des droits des Peuples Indigènes, communautés paysannes et quilombolas. Des allégations récentes incluent la contamination de fleuves et sols et des dommages aux moyens de subsistance et à la santé des peuples. De nombreux conflits de droits à la terre ont été documentés. (12)

Nous, représentants des familles habitant la communauté Assentamento Virgílio Serrão Sacramento mettons en évidence à travers cet exposé la présence d'un projet en cours qui vise la destruction de l'Amazonie et sur lequel la justice a pour habitude de faire le silence, fermant les yeux aux crimes des puissants.

Nous allons continuer dans la lutte pour la terre, le travail et la justice et ne céderons pas face aux puissants qui essaient de nous tuer.

Mateus, Mouvement des Petits Agriculteurs (MPA), Pará, Brésil

- (1) BBF, Quem somos [Qui sommes-nous], <https://www.brasilbiofuels.com.br/quem-somos/>
- (2) O Liberal, MPF reforça acusações contra Brasil Bio Fuels [Ministère Public Fédéral renforce ses accusations à l'encontre de Brasil Bio Fuels], 2022, <https://www.oliberal.com/para/mpf-aponta-risco-de-violencia-em-conflito-entre-bbf-e-comunidades-indigenas-e-quilombolas-no-para-1.519249>
- (3) Repórter Brasil, O dendê na mira da lei [L'huile de palme dans le collimateur de la justice], 2015, https://reporterbrasil.org.br/wp-content/uploads/2015/09/o_dende_na_mira_da_lei.pdf
- (4) Ministério Público Federal [Ministère Public Fédéral], MPF aponta risco de violência em conflito entre BBF e comunidades indígenas e quilombolas no Pará [Ministère Public pointe risque de violence dans conflit entre BBF et les communautés indigènes et quilombolas du Pará], 2022, <http://www.mpf.mp.br/pa/sala-de-imprensa/noticias-pa/mpf-aponta-risco-de-violencia-em-conflito-entre-bbf-e-comunidades-indigenas-e-quilombolas-no-para>
- (5) Combate Racismo Ambiental, Carta Aberta [Combat au racisme environnemental, Lettre Ouverte]: As Comunidades Quilombolas de Bujaru e Concórdia do Pará pedem Socorro! [Les Communautés Quilombolas de Bujaru et de Concórdia du Pará appellent à l'aide !], 2022, <https://racismoambiental.net.br/2022/04/16/carta-aberta-as-comunidades-quilombolas-de-bujaru-e-concordia-do-para-pedem-socorro/#:~:text=Main%20menu,Carta%20Aberta%3A%20As%20Comunidades%20Quilombolas%20de%20Bujaru,Conc%C3%B3rdia%20do%20Par%C3%A1%20pedem%20Socorro!&text=%E2%80%9CAs%20Comunidades%20Quilombolas%20de%20Bujar%C3%BA,do%20rio%20Bujaru%20com%20envenenamentos>
- (6) Movimento dos Pequenos Agricultores-MPA, Camponeses que ocupam área há mais de 7 anos organizaram uma nota de repúdio e de esclarecimento, leia na íntegra [Mouvement des Petits Agriculteurs-MPA, paysans qui occupent la zone depuis plus de 7 ans ont organisé une note de désaveu et d'éclaircissement], 2022, <https://mpabrasil.org.br/noticias/biopalma-volta-a-ameacar-camponeses-no-para-agora-intimando-reintegracao-de-posse/>
- (7) Chain Reaction Research, Latin American Palm Oil Linked to Social Risks, Local Deforestation, dezembro 2021, <https://profundo.nl/download/crr211209>
- (8) Valor internacional, Brazil will have first green diesel plant, novembro 2021, <https://valorinternational.globo.com/agribusiness/news/2021/11/23/brazil-will-have-first-green-diesel-plant.ghtml>
- (9) Farmlandgrab, Aceite de palma: ¿combustible sostenible o riesgo de deforestación? [Farmlandgrab, Huile de Palme: combustible durable ou risque de déboisement ?], 2022, <https://www.farmlandgrab.org/post/view/30854-aceite-de-palma-combustible-sostenible-o-riesgo-de-deforestacion>
- (10) Brasil Biofuels, Brazil's Vibra taps deal to move into palm oil-based aviation fuel, 2022, <https://www.brasilbiofuels.com.br/en/brazils-vibra-taps-deal-to-move-into-palm-oil-based-aviation-fuel/>
- (11) Idem (8)
- (12) Idem (4)

Expansion des sociétés papetières APP et APRIL en Indonésie : plus de déforestation et de violences

Plus de 10 millions d'hectares de terres en Indonésie sont contrôlés principalement par APP et APRIL. Bien que ces entreprises se soient engagées à protéger les forêts et les tourbières, elles continuent toutes deux d'être impliquées dans la déforestation, les incendies de forêt et un modèle commercial fondé sur la violence et la spoliation des communautés forestières.

Les antécédents des sociétés papetières en matière de déforestation massive, d'assèchement des tourbières, de graves incendies de forêt, de conflits agraires et de criminalisation et d'intimidation des militants de terrain en Indonésie a été bien documentés. L'ONG indonésienne WALHI mène depuis longtemps une campagne contre l'expansion des plantations industrielles d'arbres, soutient les communautés qui résistent aux entreprises de plantation pour réclamer leurs droits fonciers et des espaces de vie sains, et plaide pour de meilleures lois nationales pour la protection des forêts et des terres communautaires.

Plus de 10 millions d'hectares de terres en Indonésie sont actuellement contrôlés par l'industrie papetière, deux entreprises géantes jouant un rôle déterminant dans ce contexte : Asia Pulp and Paper (APP – la division papetière du groupe Sinar Mas) et Asia Pacific Resources International Limited (APRIL). Avec le soutien d'aides publiques abondantes et de financements nationaux et multinationaux ininterrompus, les activités des sociétés de plantation en Indonésie continuent de maintenir leur pouvoir économique et politique. (1)

Selon les données spatiales collectées par WALHI en 2018, les concessions d'APP s'étendent sur 668 villages, tandis que les concessions d'APRIL correspondent à 114 villages. Les conflits fonciers sont le problème le plus courant, ainsi que la criminalisation des militants pour l'environnement et des droits humains. Et les problèmes ne concernent pas seulement les plantations industrielles déjà établies.

Malgré leurs allégations « vertes » de ces entreprises, qui prétendent protéger les forêts et les tourbières, toutes deux sont impliquées dans la déforestation. Les arbres abattus alimentent leurs grandes usines de pâte à papier et les forêts sont transformées en plantations. Une coalition indonésienne d'ONG environnementales a mis en évidence la déforestation massive menée par APP en 2008 et 2011. En 2018, Greenpeace a indiqué que

depuis le lancement par APP de sa « politique de conservation des forêts » en 2013, près de 8 000 hectares ont été déboisés par des sociétés contrôlées par APP. Un autre rapport de 2019 a montré comment APP s'approvisionnait en bois auprès d'une entreprise impliquée dans la déforestation à grande échelle et il a été suivi par un rapport de 2020 révélant la destruction de tourbières par des entreprises liées à APP, même pendant l'épidémie de Covid-19. (2) De la même manière, suivant un parcours similaire, APRIL a été dénoncée en 2020 pour avoir violé son propre engagement « zéro déforestation » en s'approvisionnant en bois auprès d'une entreprise défrichant des forêts dans la partie indonésienne de Bornéo. (3)

Les communautés forestières ne voient pas seulement leurs territoires confisqués et détruits, et leurs droits bafoués, elles subissent également les impacts des incendies de forêt résultant de l'expansion de l'industrie papetière et de l'industrie de l'huile de palme. L'APP et l'APRIL auraient contribué à des incendies de forêt et de végétation de très grande ampleur, provoquant des infections respiratoires aiguës chez les habitants. Le nombre des victimes a atteint 20 471 dans la province de Jambi, 15 138 dans le Kalimantan central, 28 000 dans le Sumatra du Sud et 10 010 dans le Kalimantan occidental. (4)

Les plantations d'arbres d'APP : dévastation, violence et criminalisation

Le groupe Sinar Mas est l'un des plus grands conglomérats d'Indonésie. Il participe au déboisement des forêts et à la destruction des tourbières pour développer ses différentes activités, notamment la société APP de Sinar Mas, qui est le plus gros producteur de pâte à papier et de papier d'Indonésie.

APP contrôle 2,6 millions d'hectares en Indonésie, répartis dans 5 provinces, à savoir : Riau, Jambi, Sumatra du Sud, Kalimantan occidental et Kalimantan oriental. (5) Elle exerce ses activités via 31 filiales dans les différentes provinces. Ces vastes zones couvertes de plantations industrielles d'arbres, principalement d'acacias, créent de graves dommages sociaux et environnementaux pour les populations vivant dans et autour des concessions – qui subissent des pertes inimaginables.

Dans la province de Jambi, APP compte trois filiales : PT. Wirakarya Shakti (WKS), PT. Rimba Hutani Mas (RHM) et Tebo Multi Agro (TMA). Les plantations de ces sociétés sont situées dans les cinq régences de Tanjung Jabung Barat, Tanjung Jabung Timur, Muaro Jambi, Batanghari et Tebo. Cent vingt villages sont impactés par les activités de ces entreprises dans la province de Jambi et plusieurs conflits sont en cours, pour la plupart liés à des différends fonciers. Dans le Sumatra du Sud, APP gère sa deuxième plus grande zone de concession en Indonésie (environ 789 000 hectares) ainsi qu'une grande usine de pâte à papier, qui ont un impact sur au moins 80 villages. (6)

Pour camoufler les violences de son bilan, APP a lancé des campagnes et pris des engagements en faveur de la « restauration des forêts » tout en ignorant simplement les crimes sociaux et environnementaux, les conflits et les graves violations des droits humains dont elle est responsable. Les nombreuses critiques et l'opposition des communautés ont poussé APP à lancer une Politique de conservation des forêts en février 2013. Cette Politique comprenait un engagement « zéro déforestation », avec un moratoire immédiat sur les abattages dans les forêts et les tourbières qui s'appliquait à tous ses prestataires. La Politique stipule que l'entreprise doit protéger les zones à haute valeur de conservation (HVC) et les forêts à haut stock de carbone (HSC) et reconnaît que les peuples autochtones et les communautés locales peuvent avoir des droits coutumiers sur les terres sur lesquelles s'étendent ses plantations de pâte à papier. (7)

Cependant, un rapport publié en 2019 par une coalition d'organisations indonésiennes, dont WALHI et l'Environmental Paper Network, a révélé qu'APP était impliquée dans des centaines de conflits avec des communautés dans les cinq provinces. (8)

En 2015, deux ans seulement après le lancement de la politique, Indra Pelani, un agriculteur local et un militant qui jouait un rôle central dans la lutte pour récupérer les terres saisies par APP dans la province de Jambi, a été torturé et tué par des agents de sécurité employés par WKS, un prestataire contrôlé d'APP. (9)

En mars 2020, WKS a utilisé des drones pour pulvériser des herbicides et empoisonner les cultures de villageois à Sumatra, ce qui a entraîné de grosses pertes pour les paysans. Les habitants du village de Lubuk Mandarsah ont dénoncé le fait que, comme tactique d'intimidation, l'entreprise avait envoyé des agents de sécurité faire du porte-à-porte pour les effrayer afin qu'ils quittent la région. Ce village est en conflit avec l'entreprise depuis 2007 pour récupérer ses terres. (10) En octobre 2021, deux habitants qui défrichaient les terres d'un membre du syndicat paysan Sekato Jaya – qui a été créé en 2013 pour organiser la résistance et récupérer leurs terres – ont été arrêtés et détenus par des agents de sécurité de l'entreprise.

Au-delà des conflits et de la criminalisation des militants, les entreprises papetières continuent de détruire les forêts et les tourbières. Dans le Kalimantan occidental, il existe 41 entreprises forestières d'une superficie de 1 901 491 hectares, dont 302 498,59 sont occupés par des tourbières. De même, dans la province de Riau, 803 708 hectares de concessions de sociétés filiales d'APP sont situés sur des tourbières.

Sur la base d'une évaluation réalisée par WALHI Kalimantan occidental, les sociétés de plantations forestières sont définies par trois caractéristiques commerciales :

- 1) L'octroi des permis est orienté vers les zones à fort potentiel en bois naturel (forêts),
- 2) L'octroi des permis ignore les tourbières et les habitats d'animaux protégés, et
- 3) Il semblerait que les sociétés constituent des « réserves foncières » compte tenu de la différence entre la superficie des permis accordés et la superficie des plantations. (11)

Si les plantations créées ne représentent que 45 % des plans établis, la capacité des usines de pâte à papier augmente. Les forêts deviennent alors des cibles visant à combler la pénurie de matières premières afin de satisfaire la demande des usines de pâte à papier en expansion.

Dans le Sumatra du Sud, l'usine papetière d'Ogan Komering Ilir (OKI) d'APP, déjà très importante, devrait tripler de taille, ce qui aura certainement des conséquences dévastatrices pour la population et l'environnement, en particulier pour les tourbières. L'escalade des conflits fonciers, les incendies de forêt et les menaces de grande ampleur qui pèsent sur les forêts auront des conséquences certaines dans un avenir proche. Ce plan d'expansion pourrait également mettre la pression sur toutes les filiales des plantations industrielles d'arbres, car la demande va fortement augmenter. En fin de compte, cela incitera d'autant plus à ignorer les engagements sociaux et environnementaux ainsi que les règles et législations existantes.

En outre, les activités de « restauration forestière » à grande échelle prolongent en fait l'enchaînement des conflits. C'est une autre façon d'exproprier les forêts appartenant aux peuples autochtones et aux communautés locales en Indonésie. Les allégations « vertes » et « durables » d'APP ne sont rien d'autre qu'un programme de greenwashing et une stratégie visant à améliorer l'image de l'entreprise. La restauration des zones assurant des fonctions importantes et critiques, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des concessions de l'entreprise, relève de la *responsabilité* des titulaires de permis eux-mêmes, y compris APP et APRIL.

AVRIL : une expansion portée par le greenwashing :

APRIL est le deuxième plus grand producteur de pâte à papier et de papier d'Indonésie et il exploite l'une des plus grandes usines papetières au monde dans la province de Riau, à Sumatra : Riau Andalan Pulp & Paper (RAPP). Sur le million d'hectares de terres que gère par le groupe APRIL, 480 000 sont destinés à des plantations. Entre 2008 et 2011, les prestataires d'APRIL ont défriché au moins 140 000 hectares de forêts, principalement pour satisfaire la demande en bois des usines de pâte à papier d'APRIL. (12)

L'ONG indonésienne JIKALAHARI et WALHI ont contesté l'affirmation d'APRIL selon laquelle son programme de restauration de l'écosystème de Riau (RER) a permis de

restaurer 58,21 hectares et d'accueillir 42 espèces supplémentaires de la flore et de la faune. APRIL affirme que l'augmentation du nombre des espèces dans les concessions du programme RER, qui couvrent une superficie de 130 789 hectares, indique que les forêts ont retrouvé leur biodiversité. Cependant, les activités de 11 entreprises filiales d'APRIL, qui couvrent une superficie de 242 692 hectares sur la péninsule de Kampar, comprenant notamment des tourbières, ont détruit davantage la flore et la faune lors de la conversion de ces zones en plantations d'acacias et d'eucalyptus. (13)

Depuis 2002, la péninsule de Kampar est lentement détruite par les activités d'APRIL. Neuf des 11 sociétés filiales d'APRIL dans la péninsule ont été impliquées dans une affaire de corruption dans laquelle le Régent de Pelalawan a été soudoyé pour obtenir des permis et exploiter des forêts. (14)

APRIL s'est également engagée à restaurer 433,49 hectares de tourbières brûlées en 2015, ce qui est conforme aux exigences légales. Pourtant, cet engagement ne s'est jamais concrétisé. Au contraire, APRIL s'est battue contre le gouvernement devant les tribunaux pour que les zones brûlées ne soient pas considérées comme ayant des fonctions de protection des tourbières. En outre, APRIL prévoit également d'étendre ses activités industrielles de papeterie dans la province de Riau à Sumatra d'ici 2025. On estime que l'agrandissement de l'usine, s'il est pleinement mis en œuvre, augmentera la consommation annuelle de bois d'APRIL en Indonésie de plus de 50 %. (15)

Les campagnes et les programmes de « restauration » d'APRIL sont donc aussi une tentative de tromper le public et de continuer à étendre son action destructrice.

Le « droit au carbone » : un autre mécanisme d'accaparement des terres

En 2021, le Règlement présidentiel n° 98 concernant l'application des valeurs économiques du carbone a déterminé que le droit au carbone relève de l'autorité de l'État (*Hak Menguasai Negara* en bahasa indonésien). Cela signifie que chaque entité autorisée qui souhaite se lancer dans le commerce du carbone doit être réglementée (ou non...) par un mécanisme de marché. Ceux qui accèdent le plus facilement à l'obtention et à la gestion des droits carbone se trouvent dans le secteur des entreprises, cet accès étant renforcé par leur capital, leur réseau, leur connaissance du marché, etc. Le fait de stipuler que le « droit au carbone » relève de « l'autorité de l'État » est une attaque contre les peuples autochtones et les communautés locales qui coexistent avec leurs forêts coutumières, les protègent, les gèrent et en sont propriétaires depuis des générations. Il s'agit d'une menace directe d'accaparement des terres, car de plus en plus d'entreprises vont proposer des permis de restauration des écosystèmes pour obtenir « le droit au

carbone » et promouvoir leur image sur le marché mondial, tout en tirant d'abondants profits du commerce du carbone et du contrôle des terres.

Les engagements environnementaux, « verts » et de durabilité adoptés par l'industrie papetière, en particulier APP et APRIL, sont de faux engagements ; ils s'inscrivent dans une politique d'image de marque ou un gadget du marché qui vise à maximiser leurs profits. Ces engagements ne visent qu'à satisfaire la conscience des consommateurs et des investisseurs afin qu'ils continuent à acheter et à investir. Ils permettent aux mêmes pratiques destructrices de se poursuivre et de s'étendre, tout en autorisant diverses pratiques illégales et violations des droits humains. Nous ne pouvons pas nous appuyer sur les systèmes du marché et les instruments volontaires. L'impunité pour la criminalité d'entreprise doit cesser maintenant.

Uli Arta Siagian

Chargée de campagne Forêts et Plantations des Amis de la Terre Indonésie/WALHI

<https://www.walhi.or.id/>

(1) WALHI, Pernyataan Sikap WALHI, Selembar Kertas dan Jejak Kejahatan Korporasi dari Hulu hingga Hilir, Jejak Pelanggaran Hukum dan HAM APP-Sinar Mas group Ditemukan dalam Selembar Kertas,

<https://www.walhi.or.id/berita/2020/10/10/berita-walhi-selembar-kertas-dan-jejak-kejahatan-korporasi-dari-hulu-hingga-hilir-jejak-pelanggaran-hukum-dan-ham-app-sinar-mas-group-ditemukan-dalam-selembar-kertas/>

(2) Bank Track, Asia Pulp and Paper (APP),

https://www.banktrack.org/company/asia_pulp_and_paper/0/sinar_mas

(3) Mongabay, Paper giant APRIL linked to Borneo forest clearing despite zero-deforestation vow, octobre 2020, <https://news.mongabay.com/2020/10/pulp-paper-april-zero-deforestation-borneo-adindo-hutani-lestari/>

(4) Mongabay, Walhi : Berikut Korporasi-korporasi di Balik Kebakaran Hutan dan Lahan Itu, 2015,

<https://www.mongabay.co.id/2015/10/06/berikut-korporasi-korporasi-di-balik-kebakaran-hutan-dan-lahan-itu/>

(5) Idem (1)

(6) Conflict Plantations. Revealing Asia Pulp & Paper's trail of disputes across Indonesia,

<https://environmentalpaper.org/wp-content/uploads/2020/03/APP-social-conflicts-mapping.pdf>

(7) Idem (2)

(8) Idem (4)

(9) WALHI, Selembar Kertas dan Jejak Kejahatan Korporasi,

https://www.walhi.or.id/wp-content/uploads/2018/08/Final_3_Briefing-Paper-Wahana-Lingkungan-Hidup-Indonesia.pdf

(10) Environmental Paper Network, Social conflict, abuses and intimidation in the Jambi region, Indonesia - a chronology of pulp industry actions and events,

<https://environmentalpaper.org/wp-content/uploads/2020/06/Chronology-of-abuses-APP-WKS-Jambi-2020.pdf>

(11) Idem (9)

Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)

(12) Environmental Paper Network, Asia Pacific Resources International Limited (APRIL),

<https://environmentalpaper.org/april/>

(13) Jikalabari, APRIL Membunuh Lebih Banyak Spesies Di Semenanjung Kampar, 2019,

<https://jikalahari.or.id/kabar/april-membunuh-lebih-banyak-spesies-di-semenanjung-kampar/>

(14) *Idem* (9)

(15) Mongabay, Paper giants' expansion plans raise fears of greater deforestation in Indonesia, octobre 2021,

<https://news.mongabay.com/2021/10/paper-giants-expansion-plans-raise-fears-of-greater-deforestation-in-indonesia/>

Communautés en résistance contre l'impunité et les effets des entreprises d'huile de palme en Équateur : les cas d'Esmeraldas

Les plantations de palmiers à huile couvrent actuellement 270 000 hectares en Équateur, la région d'Esmeraldas étant celle qui connaît la plus forte concentration. Les processus de résistance en cours des communautés de La Chiquita, de Guadualito et de Barranquilla de San Javier continuent de susciter l'indignation et la solidarité entre les peuples et au plan international.

L'Équateur est le quatrième producteur d'huile de palme brute en Amérique latine. Les plantations de palmiers à huile y couvrent presque 300 000 hectares. Derrière ces chiffres se cache une histoire d'appropriation des terres et de violations des droits.

Les premières plantations de palmiers à huile sont apparues sur la côte centrale du pays. En raison des niveaux de précipitations et de températures, la meilleure zone de production se situait entre Quinindé et La Concordia. Cette zone est connue sous le nom de « bloc occidental » et représentait en 2005 83 % de la superficie totale de palmiers à huile, la plus grande production se trouvant à Quinindé, dans la province d'Esmeraldas.

Parallèlement, en 1978, deux grandes entreprises de palmiers à huile ont reçu des titres de propriété de 10 000 hectares chacune de la part de l'Institut équatorien de la réforme agraire et de la colonisation (IERAC) en Amazonie équatorienne, dans les provinces d'Orellana et de Sucumbíos. Les propriétaires fonciers ont ignoré la présence des peuples autochtones Quichua et Siona-Secoya et leurs utilisations des forêts. Cependant, lors du recensement réalisé en 2005 sur l'huile de palme, 15 187 hectares de palmiers ont été recensés dans le « bloc oriental. » Cela suggère qu'au moment du recensement, les 20 000 hectares octroyés n'étaient pas entièrement plantés (1).

La grande expansion des plantations de palmiers a commencé vers 1998, dans l'extrême nord de la province d'Esmeraldas, dans une zone connue sous le nom de San Lorenzo, qui fait partie de la biorégion du Chocó, qui s'étend du Panama à l'Équateur. L'épuisement des sols dans les autres régions aurait attiré les investisseurs. Il était moins coûteux pour les producteurs de palmiers d'acheter de nouvelles terres que d'essayer de récupérer les terres appauvries par la monoculture de palmiers. Le nord d'Esmeraldas offrait un bon sol, un climat idéal et une main-d'œuvre bon marché (2).

Dans ce processus d'expansion, le rôle de l'État a consisté à faciliter l'accès des entreprises à la terre, soit en autorisant des changements dans l'utilisation des terres, en procédant à

des adjudications directes ou en ignorant la propriété ancestrale des terres et, au cours de la dernière décennie, en offrant des mesures incitatives et des crédits pour l'établissement de plantations. La loi sur la réforme agraire des années 1960 a encouragé ce processus. Si une personne voulait que l'État lui accorde le titre foncier d'une ferme sur laquelle elle avait vécu pendant des années, elle devait démontrer qu'il s'agissait d'une ferme productive, ou d'une ferme en jachère potentiellement productive. Pour le démontrer, il fallait qu'au moins 50 % de la terre en question soit déboisée. Cette politique a eu pour effet d'encourager la déforestation dans le pays.

À partir de 2000, les autorités ont commencé à introduire des mesures incitatives et des politiques publiques pour encourager l'expansion du palmier. En particulier, le décret exécutif n° 2691 sur le changement d'affectation des terres que l'ancien président Gustavo Noboa a promulgué en 2002 qui indiquait que 50 000 hectares de la forêt du Chocó deviendraient des terres agricoles (3), a incité les entreprises de bois et d'huile de palme à installer leurs plantations sur des terres autochtones, paysannes et afro-équatoriennes que l'État considérait comme des « terres incultes. »

À partir de 2003, les entreprises Palmeras del Pacifico et Energy & Palm ont commencé à acheter des terres au sein des territoires communaux, en violation de la constitution de 1998, de la loi foncière, de la convention 169 de l'OIT et d'autres traités internationaux relatifs aux territoires et aux droits collectifs.

La stratégie des entreprises consistait à approcher les particuliers dans les communes pour acheter leurs terres. À ce moment-là, un avocat d'entreprise effectuait les démarches correspondantes auprès de l'INDA (Institut national de développement agraire) afin que des titres fonciers individuels soient accordés, faisant fi de l'organisation collective des terres. Cette même stratégie a été appliquée aux territoires collectifs reconnus, car l'État, en violation de la Convention 169 de l'OIT, n'a pas, à ce jour, établi de cadastre des territoires collectifs pour garantir leurs droits. Ce sont ces accords individuels qui, ensemble, ont permis aux entreprises d'acquérir de grandes étendues de terre.

De même, la nouvelle loi de promotion du palmier africain, rédigée par l'agro-industrie et pour les producteurs de palmiers, ignore les communautés et la nature.

L'Équateur compte actuellement 270 000 hectares de plantations de palmiers à huile, la région d'Esmeraldas étant celle qui connaît la plus grande superficie, avec 118 000 hectares. Sur le total d'environ 500 000 tonnes produites par année en Équateur, la moitié est destinée à l'usage interne et l'autre moitié est exportée vers l'Union européenne et des pays de la région comme le Mexique et la Colombie.

La planification de l'expansion future se concentre sur la région amazonienne, où la déforestation a préparé le terrain pour l'arrivée des producteurs de palmes.

Effets sur les territoires et les communautés

Les effets de la monoculture de palmiers se produisent tout au long du processus : ils commencent par la déforestation et la dépossession des terres, se poursuivent avec l'établissement de plantations de palmiers en monoculture à grande échelle et augmentent avec l'installation d'extracteurs d'huile.

La contamination du sol et de l'eau due à l'utilisation de grandes quantités de produits agrochimiques dans les plantations affecte non seulement l'environnement, mais aussi les populations qui dépendent des sources d'eau pour leur survie.

Pour le traitement du fruit du palmier, il est nécessaire d'installer des usines d'extraction non loin de la plantation, car le fruit doit être traité rapidement après la culture. Les extracteurs émettent des polluants et des gaz nauséabonds dans l'environnement. Lors d'une visite de la communauté d'El Guineo, dans la province de Guayas, nous avons eu l'impression qu'il était impossible de respirer. L'extracteur a été installé dans le village, à côté de l'école. Comme c'est souvent le cas, personne ne tient de statistiques officielles sur l'impact sanitaire de ces exploitations. Mais nous avons constaté que les enfants avaient de mauvais résultats scolaires, car la puanteur est insupportable au point d'affecter leur santé.

En outre, les extracteurs émettent des effluents liquides qui, dans certains cas, ne sont pratiquement pas traités et sont rejetés dans les rivières et les ruisseaux. Après des visites et des enquêtes menées par l'ONG Acción Ecológica auprès de ces extracteurs en Équateur, on ne connaît pas un seul cas où les cours d'eau voisins ne sont pas contaminés. Les poissons meurent et ceux qui survivent sont contaminés.

Les déchets solides des extracteurs sont parfois répandus sous la couronne des palmiers dans le champ, mais d'autres fois ils sont laissés en tas dans les champs. Celles-ci produisent des mouches à viande très gênantes, qui piquent le bétail et les personnes, et se déplacent également sur de longues distances, affectant les populations voisines.

Un autre impact concerne les droits des travailleurs ; les irrégularités sont monnaie courante. Il n'y a pas de sécurité pour les femmes au travail. Lors d'une visite, une collègue a fait des commentaires sur un viol qui a eu lieu sur la plantation. Aucune enquête ni aucun rapport de police n'a été effectué. La seule mesure prise par l'entreprise a été de licencier la travailleuse agressée et de ne plus embaucher de femmes. Le

signalement de ces cas est très embarrassant pour les victimes et, de plus, on sait à l'avance que rien ne se passera pour les protéger, de sorte qu'elles renoncent souvent à le faire. Une autre accusation est que lorsqu'une entreprise licencie des employés, elle ne leur verse pas toujours leurs indemnités de licenciement. En avril 2022, la société Energy & Palm a dû faire face à une grève de ses travailleurs qui dénonçaient une distribution irrégulière des bénéfices qui violait la loi. En réponse, la société a accepté d'augmenter quelque peu les avantages, mais a imposé des sanctions aux travailleurs qui avaient dirigé la grève.

D'autre part, la manière dont les entreprises ont obtenu les terres a entraîné la création d'un système de corruption encouragé par les grandes entreprises d'huile de palme, tant au niveau gouvernemental qu'au sein des communautés.

Les dirigeants communautaires craignent pour leur vie dès qu'une entreprise manifeste son intérêt pour l'acquisition de leurs territoires. Un dirigeant est allé jusqu'à faire une déclaration publique, craignant pour sa vie, disant qu'il n'a pas d'ennemis, qu'il n'a pas de dettes, précisant que si quelque chose devait arriver à lui ou à sa famille, le seul responsable serait le groupe d'entreprises.

Une mauvaise affaire pour les paysans

Sous l'ancien gouvernement de Rafael Correa, la Corporación Financiera Nacional (Société financière nationale) a lancé une politique d'appui aux petits producteurs de palmes. Des crédits directs ont été accordés à ces producteurs qui possèdent un minimum de 20 hectares, dont 10 seraient destinés au palmier à huile et les 10 autres à des activités complémentaires. Les entreprises ont embauché des négociateurs qui se sont rendus dans les territoires pour convaincre les paysans, en leur disant que l'État leur offrait des mesures incitatives et des prêts. Ils ont ainsi convaincu les familles de planter le palmier sur leurs terres.

Il s'agissait d'un système pervers basé sur des crédits hypothécaires, dans lequel les terres des petits producteurs étaient utilisées comme garantie de paiement. Avec ce crédit, les producteurs achetaient de la société de plantation de palmiers les plants, le paquet technologique et une formation. Par conséquent, les fonds du prêt avaient été versés directement à l'entreprise et les agriculteurs n'ont jamais touché ces sommes. Cinq ans plus tard, au moment de la récolte, la société avait le droit exclusif d'acheter la production. Même si l'agriculteur connaissait un autre acheteur prêt à payer un meilleur prix, ou qu'il soupçonnait que les balances utilisées par la société d'huile de palme étaient truquées, il n'avait pas d'autre choix et devait vendre sa récolte à la société aux conditions

de cette dernière. Bien que ce type de crédit n'existe plus, les paysans qui y avaient accès sont toujours enchaînés à la même entreprise d'huile de palme.

Le paysan est toujours le perdant. Vers 2015, avec l'arrivée de la maladie de la pourriture des bourgeons du palmier à huile, qui a touché des milliers d'hectares, les petits producteurs endettés ont tout perdu. Ce sont eux qui avaient contracté le prêt, qui avaient mis leurs terres en garantie et qui n'ont pas pu vendre le produit. Bien que les grandes entreprises perdent également une partie de leur production, elles ne perdent pas leurs terres et bénéficient d'autres soutiens économiques.

Jusqu'à présent, il n'existe aucun remède contre la pourriture des bourgeons. La seule solution consiste à éliminer le palmier atteint et à replanter. Les plantations de Quinindé, au sud d'Esmeraldas, ont été anéanties. Ceux qui disposaient de moyens ont éliminé leurs palmiers et misé sur des solutions de rechange, notamment la plantation de gingembre, de cardamome, de cacao, de vanille, de cannelle, etc. Par contre, les petits producteurs ont tout perdu.

Les grands producteurs de palmiers à huile aiment affirmer que cette plante favorise le développement et soutient les agriculteurs. Mais ils ne disent pas que seuls quelques entrepreneurs en profitent. Malgré l'existence d'un grand nombre de petits producteurs, les grandes sociétés de palmiers accumulent de plus en plus de terres.

Résistance dans la province d'Esmeraldas

La province d'Esmeraldas compte deux grandes zones de monoculture de palmiers qui se sont étendues ces dernières années, à Quinindé au sud et dans les cantons d'Eloy Alfaro et de San Lorenzo au nord, où les communautés de La Chiquita, Guadualito et Barranquilla de San Javier ont mené des luttes de résistance emblématiques.

L'expérience des communautés de La Chiquita et de Guadualito

Les problèmes de La Chiquita, une communauté afro-équatorienne, et de Guadualito, une communauté indigène Awa, ont commencé dans les années 1990 lorsque le gouvernement a ouvert la route et appuyé l'extraction du bois. Immédiatement après, la société forestière Peña Durini, qui possède également des parts dans des entreprises d'huile de palme (4), a mis en place des plantations de palmiers, en violant les droits de ces communautés, principalement leurs droits collectifs au territoire, à l'environnement, à la santé, à l'alimentation et à l'accès à l'eau potable.

Dès le début, les communautés ont intenté des poursuites contre l'État pour la contamination causée par l'entreprise d'huile de palme, et elles ont gagné tous leurs

procès, car elles ont facilement démontré que leurs droits avaient été bafoués. Malgré cela, les jugements n'ont jamais été exécutés. Personne n'a obligé les entreprises à s'y conformer. Le système judiciaire a cédé à la pression des grandes puissances de l'agro-business et les réparations ne sont jamais arrivées à La Chiquita et Guadualito. L'un des procès de 2018 portait sur la violation des droits de la nature, et là encore les communautés ont gagné, mais à ce jour, aucune réparation n'a été payée. Certaines d'entre elles devaient être effectuées par l'entreprise et d'autres par l'État, en raison de sa responsabilité pour avoir fermé ses yeux devant cette violation des droits.

Une sentence comprenait des tâches telles que la construction d'un centre de santé, d'une école biculturelle, la restauration de forêts avec des espèces indigènes, l'élimination des palmiers à proximité des sources d'eau. Selon les communautés, aucune de ces actions n'a été effectuée.

Et bien que la société en général ait eu le sentiment que justice avait été rendue, en réalité, pour les familles de ces deux communautés, ce n'était pas vraiment le cas. La division des responsabilités entre l'État et l'entreprise a dilué la question et personne ne s'est conformé. De nombreuses personnes se sont retrouvées avec de graves problèmes de santé, ce qui n'a été ni reconnu ni compensé. Mais malgré le désenchantement causé par ce processus et le fait que les tribunaux fassent la sourde oreille aux demandes des villageois, La Chiquita et Guadualito persistent dans leur demande de justice et de respect de la sentence.

C'est l'État qui a facilité l'accès de l'entreprise au territoire. Et maintenant, il est également responsable de ne pas avoir assuré le suivi nécessaire aux obligations de l'entreprise, d'avoir permis l'abattage de la forêt primaire et abandonné le contrôle environnemental de la contamination que cette agro-industrie génère. Aujourd'hui, l'État est également responsable d'avoir permis la non-exécution de la sentence, car plusieurs de ses ministères ont des sanctions directes à respecter.

Il en résulte que le palmier continue de progresser. Les entreprises de palmiers ont beaucoup de pouvoir au plan national. Certaines organisations comme Acción Ecológica et la communauté elle-même ont déposé des plaintes auprès du ministère de l'Environnement et de l'Eau (MAAT), mais il n'y a pas de réponses efficaces. Aucune étude de l'eau ou du sol n'est réalisée, et les personnes concernées ne sont pas consultées ; le MAAT entretient un dialogue uniquement avec l'entreprise.

La commune de Barranquilla de San Javier

Le 2 juin 2000, la commune de Barranquilla de San Javier a obtenu le titre foncier communautaire sur un territoire de 1 430 hectares. Cependant, l'avancée des plantations

de palmier à huile de la société Energy & Palm, du groupe La Fabril, a peu à peu encerclé ce territoire et l'a même pénétré.

En 2017, le ministère de l'Agriculture a élaboré une étude sur l'évolution de la propriété foncière dans le temps dans les territoires communaux de Barranquilla de San Javier. Cette étude a conclu que le territoire communal est de 1 518 hectares, et que la propriété de l'entreprise Energy & Palm empiète sur 251 hectares.

À la suite de ce rapport, la commune a commencé à réclamer à l'entreprise ses droits territoriaux, collectifs, du travail et naturels. Des tables de dialogue ont été établies, mais ont fini par échouer en raison de la tromperie et de la non-conformité continues d'Energy & Palm. La communauté, exerçant son droit légitime à la résistance garanti par la constitution équatorienne, a alors entamé une action de résistance et bloqué l'une des routes d'accès à la plantation.

En réaction, l'entreprise a demandé l'application de mesures de précaution censées être réservées pour la prévention de la violation des droits de l'homme. Dans une autre décision aberrante du tribunal de San Lorenzo, l'entreprise s'est vue accorder des mesures de précaution et l'armée et la police sont intervenues en hélicoptère, en utilisant une force excessive pour expulser les membres de la communauté.

À partir de ce moment, la communauté a adopté une stratégie juridique pour récupérer son territoire. Cependant, cette information a fait l'objet d'une fuite et la société, qui avait connaissance du rapport du ministère de l'Agriculture, a intenté une action civile en dommages et intérêts de 321 000 dollars contre les autorités communales, qu'elles aient été ou non impliquées dans l'action de résistance. La société allègue que cette mobilisation l'a empêchée de récolter et lui a causé des pertes.

L'audience de l'appel tenue en avril 2022 a été ajournée peu après son début, dans des circonstances peu claires, après la présentation des arguments de l'avocat de la défense. Lors de cette audience, il était clair que la communauté avait l'appui du bureau de l'ombudsman, d'organisations équatoriennes et d'observateurs internationaux. La suspension de l'audience après avoir entendu les arguments de la communauté n'est rien d'autre qu'une manœuvre visant à faciliter la préparation de la défense de l'entreprise.

La communauté attend la date de la reprise du processus. Cela épuise les communautés. S'organiser, quitter son travail pour se rendre à la capitale, participer à ces instances juridiques et voir qu'elles n'aboutissent à rien est très épuisant et désespérant. L'État, qui devrait veiller aux intérêts de ses citoyens, prend parti pour les entreprises.

Le racisme à l'encontre de ces communautés d'ascendance africaine et la vulnérabilité dans laquelle elles se trouvent face à l'entreprise sont également évidents. Mais les juges, qui sont toujours restés impunis et ont statué en faveur des entreprises, savent maintenant que la communauté nationale et internationale est en alerte pour empêcher de nouveaux abus pour avoir résisté à l'invasion de l'huile de palme dans ces territoires. Le cas de Barranquilla a réveillé la solidarité entre les peuples et l'indignation internationale. La rapporteuse spéciale des Nations unies sur les défenseurs des droits de l'homme, Mary Lawlor, a exprimé sa préoccupation pour la situation des défenseurs et son indignation face au procès intenté par Energy & Palm/La Fabril contre la commune. Une coalition d'organisations a également envoyé une lettre à la société Nestlé pour dénoncer les faits et lui demander de veiller à ce que les entreprises qui l'approvisionnent en huile de palme ne violent pas les droits collectifs et territoriaux. Parmi les signataires figure Michael Forst, ancien rapporteur sur les défenseurs des droits de l'homme. (5)

La certification : un autre outil contre les communautés

L'industrie de l'huile de palme en Équateur tente d'obtenir une certification de durabilité pour se démarquer des producteurs asiatiques d'huile de palme. L'un des moyens d'y parvenir est la certification, notamment auprès de la RSPO (Roundtable on Sustainable Palm Oil). Mais la certification ne fait qu'étouffer les dénonciations des communautés.

Il est difficile pour les communautés de comprendre la logique de la certification. Lorsqu'une communauté apprend que l'entreprise qui empiète sur ses territoires est certifiée, elle ne dispose pas de suffisamment d'informations ou de moyens pour déposer une plainte ou une dénonciation officielle. Le système n'est pas conçu pour que les communautés déposent des plaintes. Dans beaucoup de ces communautés, il n'y a pas d'électricité ni d'accès à l'internet. Comment la RSPO peut-elle s'attendre à ce qu'une communauté dans ces conditions dépose une plainte via un formulaire en ligne qui leur demande de joindre leurs plaintes au format numérique ? Sachant que cela est irréalisable dans la plupart des cas, les certificateurs transfèrent la responsabilité des plaintes aux communautés.

Pour affaiblir la résistance, les certificateurs convoquent les réunions en ville ou, s'ils se présentent dans la région, ils ne rencontrent que des gens dont ils savent à l'avance qu'elles ne dénonceront pas les problèmes avec l'entreprise. Il incombe à la RSPO de refuser la certification aux entreprises qui font l'objet de plaintes et de conflits avec les communautés locales, ou qui ont un passé de déforestation et de pollution. Si c'était vraiment le cas, aucune monoculture de palmiers n'obtiendrait la certification.

Energy & Palm, qui fait partie du groupe La Fabril, en est un exemple. La RSPO est bien consciente des effets dévastateurs des plantations de palmiers à huile, mais elle continue d'accorder une étiquette « vert » à des entreprises qui détruisent les territoires. Lorsqu'un journaliste a décrit la situation à Barranquilla à la RSPO et détaillé les effets dénoncés par les communautés, le représentant de la RSPO s'est contenté de répondre qu'aucune plainte ne leur était parvenue via leur site internet.

Une résistance organisée

Même si les communautés estiment qu'il n'existe aucune loi pour les protéger et que l'État est complice des entreprises, la résistance et les solutions de rechange au modèle industriel des plantations en monoculture persistent toujours dans les territoires. Les communautés résistent, dans la mesure de leurs moyens, au pillage et à la pollution que causent les entreprises d'huile de palme.

Depuis 2018, à la suite d'une réunion nationale avec les communautés affectées, le Réseau équatorien des alternatives au palmier à huile a été formé, un espace dans lequel elles échangent des informations et coordonnent des actions.

La résistance se renforce et génère une solidarité avec les organisations régionales et internationales qui font connaître les cas comme ceux des communautés d'Esmeraldas.

Nathalia Bonilla

Acción Ecológica, Équateur

(1) Eutopía, « La industria del aceite de palma en Ecuador: ¿un buen negocio para los pequeños agricultores?, » (L'industrie de l'huile de palme en Équateur : une bonne affaire pour les petits agriculteurs?) numéro 2, octobre 2011, <https://revistas.flacsoandes.edu.ec/eutopia/article/download/1028/948/>

(2) El Amargo fruto de la Palma Aceitera (le fruit amer du palmier à huile). WRM 2001. Chapitre II – El caso de Ecuador : ¿ El paraíso en siete años ? (le cas de l'Équateur : le paradis en sept ans?) par Ricardo Buitrón/Acción Ecológica <https://www.wrm.org.uy/es/publicaciones/el-amargo-fruto-de-la-palma-aceitera>

(3) Équateur : le palmier africain et l'industrie du bois dans la région de Choco. WRM 2003. <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/equateur-le-palmier-africain-et-lindustrie-du-bois-dans-la-region-de-choco>

(4) Dans la page de la Superintendencia de Compañías (Surintendance des entreprises) <https://www.supercias.gob.ec/portalscv/s/>, on peut noter que les noms des actionnaires des deux groupes d'entreprises sont les mêmes.

(5) Lettre ouverte de la société civile aux entreprises de biens de consommation : « Concerns over Strategic Lawsuit Against Public Participation by palm oil company in Ecuador »

<https://www.forestpeoples.org/sites/default/files/documents/Open%20letter%20to%20consumer%20goods%20companies%20re%20concerns%20over%20SLAPP%20by%20palm%20oil%20company%20in%20Ecuador.pdf>

Résistance des communautés quilombolas contre la société Suzano dans l'Extrême Sud de Bahia, Brésil

Une conversation avec le président de l'Association Quilombola Volta Miúda et de la Coopérative Quilombola de l'Extrême Sud de Bahia a révélé comment Suzano, la plus grande entreprise de pâtes à papier et de cellulose au monde, est toujours en activité tout en commettant de graves violations et illégalités. Les communautés continuent de lutter pour récupérer leurs terres.

Dans l'extrême sud de Bahia, au Brésil, l'avancée des monocultures industrielles d'eucalyptus s'est faite, entre autres, sur des terres indigènes et *quilombos*. Depuis des décennies, ces peuples et populations traditionnelles se battent pour la reconnaissance de leurs terres et le droit d'y rester.

Suzano Papel e Celulose est devenue l'une des plus grandes entreprises au monde dans le secteur de la pâte à papier en 2019 lorsqu'elle a racheté Fibria, résultat d'une autre fusion entre Votorantim et Aracruz Celulose en 2009. Aujourd'hui, elle possède 2,1 millions d'hectares dans sept États du Brésil (Espírito Santo, Bahia, Maranhão, Ceará, Pará, Mato Grosso do Sul et São Paulo) et contrôle 50 % de la société Veracel Celulose à Bahia. Suzano possède 1,3 millions d'hectares de plantations d'eucalyptus et exploite 10 usines de pâte à papier.

Lors de ce parcours d'incorporation de plusieurs autres entreprises, Suzano a accumulé, tout au long de plusieurs décennies, un immense passif social et environnemental, un historique de violations et d'illégalités, résultat d'un modèle néfaste de grandes monocultures industrielles d'eucalyptus. Les communautés quilombolas de l'extrême sud de Bahia sont bien conscientes de cette réalité, elles font partie de cette histoire.

Le 29 mars 2022, a eu lieu une audience publique sans précédent, au cours de laquelle le Ministère Public Fédéral (MPF) et le Bureau du Défenseur Public de l'Union (DPU) ont ouvert un espace jusqu'alors inexistant pour que les communautés quilombolas puissent témoigner des impacts sociaux, environnementaux, économiques et culturels auxquels elles sont confrontées en raison de la monoculture d'eucalyptus dans l'extrême sud de Bahia.

WRM s'est entretenu avec **Célio Pinheiro Leocádio - président de l'Association Quilombola de Volta Miúda, de la municipalité de Caravelas et président de la Coopérative Quilombola de l'Extrême Sud de Bahia** - sur la lutte incessante des

communautés pour la défense de leur territoire et pour conserver ce qui reste de leur culture dans une région où l'industrie de la pâte à papier a fait d'immenses dégâts.

WRM : Quel est le plus grand défi auquel les communautés Quilombola de l'extrême sud de Bahia sont actuellement confrontées en ce qui concerne leur territoire et, plus généralement, la lutte pour leurs droits ?

Célio : Dans l'extrême sud de Bahia, il n'existe que huit communautés quilombolas certifiées par la Fondation Culturelle Palmares, l'institution qui reconnaît les communautés quilombolas. (1) Les communautés certifiées sont donc : Candido Mariano, Rio do Sul et Helvécia, dans la municipalité de Nova Viçosa ; Volta Miúda, Mutum et Naiá, dans la municipalité de Caravelas ; Vila Juazeiro à Ibirapuã et Mota à Itanhém. Mais nous savons qu'il existe de nombreuses autres communautés qui ne bénéficient pas de certification.

De ces huit communautés, seules cinq ont pu ouvrir leur processus de démarcation territoriale auprès de l'INCRA [Institut National de la Colonisation et de la Réforme Agraire] processus qui dure maintenant plus de 10 ans. La seule communauté dont le rapport est déjà publié et qui est déjà soumise à une contestation est la communauté de Mota. Malgré les avancées offertes par l'INCRA dans le droit que possède cette communauté, il s'agit d'une situation particulière : dans la zone autour de la Communauté Mota, l'activité est surtout reliée à l'élevage à grande échelle, pas exactement à la monoculture d'eucalyptus, elle n'affecte pas Suzano. Les autres communautés ont leurs dossiers prêts, mais nous savons qu'aujourd'hui l'INCRA bloque la publication des rapports des communautés, et nous n'en connaissons pas la raison. De ce fait, la communauté Volta Miúda dispose aujourd'hui d'une demande d'action civile publique en cours d'examen depuis septembre 2019 auprès du Ministère Public Fédéral.

Presque toutes les communautés quilombolas de ce territoire vivent encerclées par l'eucalyptus. Les communautés Mutum et Naiá ont été pratiquement anéanties par la monoculture d'eucalyptus.

Toutes les communautés quilombolas de la région sont en train d'être violées et massacrées par la monoculture d'eucalyptus. Il n'y a aucune communauté, qui serait, pour ainsi dire, dans sa "zone de confort". Toutes sont aujourd'hui vulnérables à la même menace et, pour ne rien arranger, les politiques publiques qui devraient faire respecter leurs droits ne sont pas appliquées.

Celles de Volta Miúda, Rio do Sul et Vila Juazeiro sont les trois communautés les plus exposées à l'eucalyptus car il est cultivé sur les propriétés et autour des maisons des

habitants. Ils sont exposés au poison de l'eucalyptus et à la perte des sources d'eau. Nous n'avons plus de sources d'eau vivantes au sein des communautés.

La communauté d'Helvécia, étant plus densément peuplée, ne présente pas de plantations trop rapprochées d'eucalyptus, mais nous savons aussi que même dans le cimetière, l'eucalyptus impose sa présence, sans laisser l'occasion à la communauté de pouvoir dire ne serait-ce que: « Regardez, nous avons besoin d'un espace ici pour agrandir le cimetière ». Parce qu'il y a beaucoup de personnes qui meurent au sein de leur communauté, et la majorité des gens, y compris ceux d'autres communautés, viennent être enterrés dans le cimetière d'Helvécia.

WRM : Quel est le lien établi entre les communautés Quilombola de l'Extrême Sud de Bahia et leur territoire, et comment cela a-t-il changé avec l'arrivée de la monoculture d'eucalyptus ?

Célio : Ecoutez, en fait, mon âge, 44 ans, correspond pratiquement au moment de l'arrivée de l'eucalyptus dans la région. Mais je me souviens que nous avons connu des jours bien meilleurs, que nous avons eu autrefois notre habitat naturel, lorsque nous vivions dans l'abondance de la production, de tout. Aujourd'hui, la dégradation créée par cette monoculture d'eucalyptus a de fait changé notre vie à tous.

La rivière qui est en borne de la municipalité de Caravelas, où se trouve ma communauté et la municipalité de Nova Viçosa, était une rivière riche en poissons. Chaque fois qu'il y avait une inondation, on posait un filet en aval. Le lendemain nous y allions avec des ânes portant des paniers, des *balaios*, comme on les appelait. Puis nous retournions avec ces chargements pleins de poissons des rivières, pris dans les inondations qui se produisaient à l'époque. Aujourd'hui, cela n'existe plus. Cette rivière qui était difficile à traverser, tellement elle était profonde, aujourd'hui nous la traversons avec de l'eau à hauteur des genoux ou même sous les genoux. Aujourd'hui, 95% des sources d'eau sont mortes, les lagunes n'existent plus.

C'est donc quelque chose qui a manifestement changé. Nous espérons pouvoir récupérer ces territoires pour que ces zones qui ont été dégradées puissent être récupérées à nouveau. À mon âge, je n'aurai peut-être pas l'occasion d'en profiter. Mais nous pensons surtout aux nouvelles générations, nous aimerions qu'elles puissent jouir de ce dont nous avons bénéficié dans le passé. Mais cela n'aura pas lieu si l'État continue d'approuver des licences environnementales à davantage de cultures.

Grâce à la terre, nous avons beaucoup de nourriture. Nos saisons étaient régulières, il y avait la saison correcte pour planter les produits qui restent sous terre, c'est-à-dire

l'arachide, la pomme de terre. Il y avait la saison pour planter le maïs. En février ou mars commence - commençait - la saison d'ensemencer la plupart des produits ; haricots, maïs, citrouilles. La période pour planter le *maxixe* (concombre des Antilles), le gombo, commence en septembre. Aujourd'hui nous n'avons plus accès à tout ça, beaucoup de gens finissent par produire avec l'irrigation - nous n'avions pas l'habitude de faire quoi que ce soit par l'irrigation - et si nous y sommes obligés aujourd'hui, nous nous voyons empêchés parce qu'il n'y a pas d'eau. Il y avait une abondance de production, de tout, nous n'achetions pas ces produits, aucun de ceux que nous avons mentionné. C'est comme ça que mon père et mes grands-parents vivaient. J'ai en mémoire que mon grand-père allait d'ici, de ma communauté, à la foire de Nanuque, et il emmenait avec lui les produits et quand il arrivait là-bas, ils échangeaient leur production contre quelque chose qu'ils n'avaient pas dans leurs terres. Alors je vous dis que nous n'avons plus ça. Pouvez-vous imaginer vivre à la campagne et acheter de la farine ? Acheter du maïs pour alimenter les poulets, acheter des haricots pour manger ?

WRM : Lors de l'audience publique, vous avez témoigné sur les impacts de la monoculture d'eucalyptus. Par ailleurs, quelles ont été les demandes que vous avez présentées au MPF ?

Célio: Le ministère public a alloué cinq places pour chaque communauté. Nous avons inscrit les cinq personnes de chaque communauté, soit un total de 55 personnes à l'audience, y compris les autres personnes intéressées à s'inscrire. Les communautés présentes à l'audience représentaient en moyenne 8800 personnes quilombolas des huit communautés. (2)

Ce jour-là, chaque communauté était chargée de présenter un certain nombre de thèmes à l'audience. Ce qui veut dire que chaque communauté a parlé au nom des huit communautés. Un exemple : Volta Miúda, ma communauté, était responsable de quatre thèmes. L'un des thèmes abordés était la question de la démarcation de nos territoires, et nous avons enjoint le Ministère Public de mettre en exécution le processus de démarcation au nom de toutes les communautés. Outre le processus de démarcation, englobant tout ce dont nous avons parlé relativement au processus de démarcation en soi, nous avons soulevé la question suivante : une fois que les communautés ont obtenu leur certificat de quilombolas, et que leurs territoires ont été étudiés et inclus dans la carte officielle du territoire établie par l'INCRA, pourquoi le Ministère Public et le Bureau du Défenseur Public n'intentent-ils pas un procès pour obliger Suzano à commencer à se retirer des territoires de ces communautés ?

Par ailleurs, Suzano doit payer une compensation pour l'utilisation de notre territoire. Puisque tout cela est déjà prêt, il n'est pas nécessaire d'attendre que la démarcation soit

conclue pour que nous ayons le droit d'utiliser notre territoire. Nous avons également souligné que, pendant tout ce temps, les communautés n'étaient pas en mesure de produire leurs aliments comme elles l'avaient toujours fait. Donc, ce que les entreprises devraient faire, c'est se retirer de nos territoires pour que les communautés puissent reprendre leur production, comme elles le faisaient auparavant.

Le troisième point soulevé par nous c'est la question de la crise hydrique à laquelle les communautés sont confrontées aujourd'hui et ses impacts sur les sources d'eau et la mortalité élevée de l'élevage portant ainsi préjudice aux communautés. Nous avons également soulevé la question de savoir pourquoi, aujourd'hui, l'INEMA (Institut de l'Environnement et des Ressources Hydriques), qui est l'organisme de l'État Fédéral délivrant le permis environnemental qui permet à l'entreprise de matérialiser tous ses désastres, délivre un permis d'utilisation de l'eau permettant à cette même entreprise d'utiliser ce qui reste des rivières afin de remplir des camions géants d'eau pour arroser ses cultures, alors que nos communautés, elles, ne peuvent utiliser l'eau parce que l'INEMA ne nous en octroie pas le permis ! Vous voyez là à quel genre de distorsion nous sommes soumis.

Nous avons également mis en avant le fait qu'actuellement les communautés n'aient pas accès à l'électricité, ce qui est le cas des communautés de l'Extrême Sud. Aujourd'hui, un certain nombre de familles vivant submergées par les eucalyptus ont des enfants et des adultes qui ont besoin de nébulisation. Il leur faut marcher 15 ou 20 km pour que la personne ait accès à la nébulisation car il n'y a pas d'électricité pour utiliser le matériel de nébulisation !

Nous avons également fait valoir un point très important, à savoir, que les communautés qui n'étaient pas présentes pouvaient nous regarder sur la chaîne que nous avons sur YouTube, car ces communautés seraient intéressées par une participation à l'audience. Mais nous n'avons pas cette possibilité car les eucalyptus nous font obstacle. Même ce moyen de communication est entravé par les eucalyptus, car les plantations d'eucalyptus interfèrent avec les signaux téléphoniques et Internet, laissant les communautés isolées.

Nous avons soulevé le problème suivant : lorsque les entreprises sont arrivées dans cette région, elles ont dit qu'elles allaient apporter de nombreux emplois aux communautés, et cela ne s'est pas produit. Dans une communauté qui compte plus de mille personnes, il y en a quatre ou cinq qui travaillent. Nous avons également mentionné l'expulsion des personnes, des jeunes des communautés, l'exode rural. Chaque jour, on assiste à ce vidage vers la périphérie des grands centres urbains.

Nous avons également mentionné le droit d'aller et de venir - ce que les communautés n'ont pas aujourd'hui. Les routes sont toutes recouvertes d'eucalyptus. Au moment de l'exploitation forestière, toute la route est occupée, les gens des communautés ne sont pas autorisés à passer, les communautés voisines doivent attendre jusqu'à une demi-heure pour passer. En outre, il existe de nombreux autres dangers auxquels les gens doivent faire face. Il y a la milice armée de la compagnie Suzano qui empêche la libre circulation sur le territoire, et aussi, parce que les eucalyptus submergent les routes bloquant toute vision, un enfant a été battu à mort par des bandits. En cas d'urgence sanitaire, aucune communauté ne dispose aujourd'hui d'une route de bonne qualité pour faciliter une assistance rapide vers le lieu de soins le plus proche. Nous avons évoqué tout cela lors de l'audience.

WRM : Vous avez parlé de ces promesses que l'entreprise a faites à son arrivée. Pourriez-vous nous en dire plus sur ce qui a changé avec l'arrivée de Suzano dans cette région ? Comment s'est déroulé ce processus ?

Célio : En ce qui concerne le territoire de Volta Miúda, en particulier, FLONIBRA a été la première entreprise à arriver sur notre territoire. Ensuite, FLONIBRA est devenue Bahia Sul et après Bahia Sul, elle a pris le nom de Suzano. Alors, durant cette période, de Bahia Sul, est également arrivée la société Aracruz Celulose, qui est devenue plus tard Fibria. Et puis les deux sont devenues une seule et même entreprise, qui est la Suzano d'aujourd'hui.

Lorsque ces entreprises sont arrivées dans cette région, les communautés quilombolas y vivaient déjà. Les communautés n'avaient pas de titres fonciers, tandis que les entreprises, elles, s'approprièrent illégalement de ces terres par le biais de l'accaparement illégal des terres, elles se sont dotées des titres frauduleux, comme cela s'est produit presque partout dans le pays. (3) Y compris dans le non-respect univoque des possessions légitimes et de bonne foi, de la chaîne de succession vingtenaire, etc. Et, dans tout ce processus d'arrivée de l'eucalyptus, de l'arrivée de Suzano, de nombreux quilombolas ont dû quitter leurs terres, soit à cause de l'installation de la culture de l'eucalyptus, soit parce qu'ils n'avaient plus de moyens de travailler, parce qu'il n'y avait plus de terres.

Plus tard, certaines personnes ont commencé à travailler pour ces entreprises, parmi elles, mon père, mon oncle et de nombreux cousins. Ainsi, lorsque FLONIBRA est arrivée ici, elle faisait un peu attention aux communautés. Encore qu'il soit interdit à quiconque d'entrer dans leur zone, je peux vous affirmer avec une certitude absolue, je m'en souviens très bien. Il y a un peu moins de 10 ans, FIBRIA a empoisonné des palmiers à huile et des jacquiers - isolés dans les réserves forestières - selon nous, pour empêcher la circulation des membres extractivistes des communautés. Ils ont même utilisé un

prétexte : la loi de la Convention sur la Biodiversité. Mais leur intérêt était d'empêcher la circulation des personnes. Le père José et João Luiz, du CDDH - Centre de Défense des Droits de l'Homme, l'avaient même dénoncé à l'époque.

Mais une fois que la société est devenue Suzano, ça s'est transformé en ce démon que vous pouvez voir. Aujourd'hui, les communautés ne sont respectées à aucun égard. En plus des impacts déjà mentionnés, nous subissons un procès ouvert auprès de la Justice Fédérale, un procès de Référé Conservatoire. C'était une réaction de l'entreprise lorsque nous avons commencé à dénoncer son manque de respect. Elle prétend que nous étions en train d'entraver ses activités et, par le biais de cette procédure, elle et ses avocats tentent de nous intimider.

D'une manière générale, on constate que depuis l'arrivée des plantations d'eucalyptus, en moyenne près de 50% de la population de ces communautés n'est plus sur son territoire, car elle n'a plus de moyens de subsistance. Pour la plupart, ces personnes sont dispersées, mais elles seraient tentées de retourner si jamais le territoire retombait entre les mains de la communauté.

Je crois fermement - et nous entendons les gens en parler - que s'ils avaient la possibilité de revenir, ils le feraient. Et nous pensons qu'ils reviendraient vraiment parce qu'il y a beaucoup de gens dans ces périphéries urbaines qui sont dans une situation désespérée parce qu'ils n'ont pas la possibilité de rentrer. Ils n'ont pas la possibilité d'être sur leur propre territoire.

WRM: Qu'attendez-vous de l'audience publique?

Célio : Le Ministère Public Fédéral et le Bureau du Défenseur Public de l'Union Fédérale ont déjà créé un groupe WhatsApp et nous ont demandé d'insérer deux participants de chaque communauté, et nous avons déjà inséré les participants. Ils nous ont demandé aussi d'y intégrer les participants de l'État d'Espírito Santo, qui étaient également présents à l'audience - qui se sont inscrits et ont participé - dont l'un représente la CONAQ (Coordination Nationale des Communautés Quilombolas), et là, nous les avons également insérés. À partir de là, ce qui s'est passé, c'est qu'une enquête a été ouverte. Nous avons eu 15 jours pour présenter une enquête sur toutes les sources d'eau, rivières, lacs, lagunes, que nous avons vu s'assécher et se dégrader à cause de la monoculture d'eucalyptus. Sur les huit communautés, cinq ont ce matériel prêt, mais nous ne pouvions pas laisser les trois autres derrière nous. Cette enquête est donc menée à l'aide d'images satellite afin de présenter tout ce matériel au MPF.

C'était donc l'une des exigences immédiatement posées au groupe et ils l'ont notamment renforcée en disant qu'ils auraient besoin de cette enquête pour que l'entreprise puisse récupérer ces sources d'eau et ces lagunes, et que si nécessaire, elle devrait s'en retirer ce qui venait rejoindre nos demandes. En outre, il y a aussi une vieille promesse, sur laquelle ils ont l'intention de se pencher qui est celle que la société viendrait générer de nombreux emplois pour les communautés, et aujourd'hui il est clair et net que c'est une farce que de prétendre qu'elle génère des emplois dans la région, tout simplement, elle ne le fait pas. Et encore moins lorsqu'il s'agit des communautés touchées.

Ces deux points ont attiré l'attention du MPF et du DPU et devraient être suivis par ces organismes après l'audience. Ils ont également demandé qu'il [le défenseur public] se rende dans la première communauté le 6 juin, la communauté de Volta Miúda, pour voir de près ce qui peut être fait avec cette question du développement des politiques publiques et aussi de la production. Cependant, il parle beaucoup de Volta Miúda parce que Volta Miúda a une action civile publique en cours au Ministère Public Fédéral et qu'ils doivent prendre des décisions sur ces questions. Mais il a dit qu'il aimerait visiter toutes les communautés.

Nous avons déjà réussi à mettre le matériel qui a été filmé lors de l'audience sur notre chaîne YouTube, chaque discours de chaque communauté, chaque leader, chaque personne, afin que les gens puissent mieux voir ce qui y a été discuté. (4) Nous avons écrit une lettre que nous avons présentée lors de l'audience. (5) Cette lettre mentionne de nombreux points très importants que les acheteurs, actionnaires et financiers de Suzano devraient connaître. Ils doivent savoir que cette entreprise qui semble si jolie, si gentille à l'extérieur, crée beaucoup de misère ici. Pour que les actionnaires aient autant d'argent, autant de ressources, de nombreuses vies sont fauchées ici, et nous n'avons pas cet accès direct pour que ces informations leur parviennent. Aux acheteurs, je dirais : si vous saviez que pour vous vendre un produit d'ici, de nombreuses vies sont sacrifiées, voudriez-vous l'acheter ? Je ne pense pas que vous voudriez acheter. C'est tout.

La monoculture de l'eucalyptus profite de politiques publiques discriminatoires qui témoignent d'un racisme environnemental. Elle rend invisibles les revendications des communautés Quilombola de l'Extrême Sud de Bahia, menaçant leurs mémoires et leurs droits. Sans la terre, nous n'avons rien. La lutte Quilombola est en défense de notre territoire ancestral, de notre culture et de notre bien-être social, économique et politique. Nous ne voulons pas d'argent, mais outre le Territoire Quilombola, la société nous doit, sans aucun doute, une compensation, c'est un droit mentionné magnifiquement par la constitution, mais qui n'est pas respecté !

Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)

- (1) Organe gouvernemental chargé de la délivrance des certificats aux communautés quilombolas et de leur inscription au registre général. Il reconnaît les droits des communautés et donne accès aux programmes gouvernementaux, mais ne reconnaît pas le droit à la terre ; il s'agit bien plus de la reconnaissance de la communauté en tant que communauté quilombola.
- (2) MPF, DPU et communautés quilombolas ont articulé des mesures pour mitiger les dommages causés par la monoculture de l'eucalyptus dans le sud de Bahia <http://www.mpf.mp.br/ba/sala-de-imprensa/noticias-ba/mpf-dpu-e-comunidades-quilombolas-articularam-medidas-para-mitigar-prejuizos-causados-pela-monocultura-de-eucalipto-no-sul-da-bahia>
- (3) Grilagem terceirizada, [Accaparement de terres sous-traité] por Teoney Araújo Guerra <https://acervo.racismoambiental.net.br/2014/01/22/grilagem-terceirizada-por-teoney-araujo-guerra/>
- (4) Extremo Quilombo [Extrême Quilombo] WebTV <https://www.youtube.com/channel/UCj9IC6j0Z7Y40ZZzwFg4eQw>
- (5) Carta Pública das Comunidades Quilombolas do Extremo Sul da Bahia [Lettre publique des Communautés Quilombolas de l'Extrême Sud de Bahia] <https://alertacontradesertosverdes.org/noticias/carta-publica-de-denuncia-do-eucalipto-transgenico-da-suzano-papel-e-celulose/>
<https://bit.ly/eucaliptotransgenicoNAO>

Inde : où va la conservation-forteresse ?

Le modèle de la « conservation » en Inde continue d'enclorre les forêts et d'en expulser les communautés dans une tentative délibérée de saper et de saborder la loi sur les droits forestiers (Forest Rights Act - FRA) – une législation historique qui renforce l'autorité des communautés sur leurs forêts. Pendant ce temps, les entreprises sont autorisées à détruire les forêts, même à l'intérieur des aires de conservation.

La loi sur les droits forestiers (FRA), la législation historique en matière de conservation promulguée en 2006 en Inde, visait à mettre fin aux politiques et lois de conservation autoritaires datant souvent de l'ère coloniale et discriminatoires à l'égard des communautés forestières. Elle visait également à renforcer l'autorité des communautés et de leurs institutions, telles que les *Gram Sabhas*, sur leurs forêts. Afin de s'écarter radicalement du modèle d'exploitation colonial, la FRA fait des *Gram Sabhas* l'entité principale pour décider comment utiliser, gérer et conserver les forêts que les communautés utilisent traditionnellement, ainsi que de les protéger contre les menaces internes et externes. La Loi exige également le consentement libre, informé et préalable des *Gram Sabhas* avant qu'une quelconque forêt coutumière ne soit cédée pour une autre utilisation. Cependant, au lieu de marquer un changement de paradigme, le processus de « conservation » en Inde continue d'enclorre les biens communs forestiers appartenant légitimement aux populations. Cela se produit à travers une violation systématique de la FRA, qui fait suite à une tentative délibérée et prolongée de la bureaucratie forestière indienne, des entreprises ainsi que de nombreuses ONG de conservation de saper et, si possible, de saborder la FRA.

Au cours des dernières décennies, de nombreuses terres boisées ont été déclarées unilatéralement parcs nationaux et réserves de tigres, sans le consentement des communautés vivant dans ces zones. Ces violations de la FRA sont généralisées et des centaines de communautés vivant dans les soi-disant aires protégées (AP) sont devenues de plus en plus vulnérables. Plusieurs communautés ont été forcées de quitter leurs territoires, un processus connu sous l'euphémisme « relocalisation volontaire ». Il faut se rappeler qu'en février 2019, la Cour suprême de l'Inde a ordonné l'expulsion des communautés dont les revendications pour divers droits forestiers avaient été « définitivement rejetées » car jugées irrecevables au titre de la FRA. Pourtant, pour autant qu'on puisse en juger, les communautés vivant à l'intérieur des AP et revendiquant des droits forestiers ont été, dans l'ensemble, complètement ignorées dans toute l'Inde, d'autant plus si les demandeurs étaient déjà visés par une relocalisation par les autorités des parcs et l'Autorité nationale de conservation du tigre (National Tiger Conservation Authority—NTCA), en violation absolue de la FRA.

Aires protégées en Inde : une longue série d'expulsions et de déplacements forcés

Les aires protégées en Inde ont connu une longue série d'expulsions et de déplacements des communautés forestières. En 2019, selon les données officielles de la NTCA, 56 247 familles dans 751 villages répartis dans 50 réserves de tigres en Inde ont été expulsées depuis le lancement du projet Tiger en 1972, qui vise à protéger les populations de tigres en Inde. Sur ce nombre, environ 12 327 familles dans 173 villages ont été « relocalisées/réinstallées » jusqu'à présent, ce qui signifie que plus de 44 000 familles, soit environ 220 000 personnes, n'ont toujours pas été relogées. Selon la FRA, les populations forestières expulsées sans programmes d'aide à la réinstallation et sans indemnisation adéquate avant la promulgation de la loi pourraient revenir et récupérer leurs terres. Mais les responsables des AP et la NTCA s'emploient à concevoir des stratégies de « relocalisation » afin qu'il n'y ait plus d'êtres humains dans les AP – en particulier dans les réserves de tigres. Ce ne sera pourtant pas complètement le cas. Ces réserves de tigres seront ouvertes aux touristes fortunés et au personnel des ONG, aux opérateurs de safari et aux groupes scientifiques qui paient très cher pour voir les tigres et les forêts préservés. Le paradigme raciste de la conservation vise en fait à vider ces zones des populations forestières.

La menace de déplacement forcé concerne également les communautés qui ne vivent pas à l'intérieur des AP, mais qui ont besoin d'un accès sans entrave à ces forêts pour leur subsistance et toutes sortes d'autres besoins. On ne dispose pas de chiffres exacts sur le nombre de personnes vivant à l'intérieur et autour des aires protégées qui sont affectées par les politiques et les actions de conservation de l'Inde, car on peut raisonnablement supposer que toutes les revendications de droits forestiers dans les zones situées au cœur des réserves de tigres et d'autres AP sont rejetées, ce qui ouvre la voie à des expulsions légalisées.

Des groupes de conservation tels que le WWF, Conservation International, Wild Life Protection Society of India, Wild Life Trust of India et Satpura Foundation, qui, entre autres, sont attachés à un modèle de conservation qui recourt au bannissement complet des communautés forestières de leurs espaces forestiers, ont systématiquement attaqué la FRA.

Si toutes les communautés forestières de l'Inde sont menacées, les personnes qui vivent sur les plateaux du centre du pays sont particulièrement menacées : non seulement la région compte plusieurs zones touristiques célèbres pour les tigres, telles que Kanha, Bandhavgarh, Pench, Tadoba et Achanakmar, mais les forêts abritant des tigres coïncident également de manière significative avec des zones minières. Pour comprendre l'importance de cet aspect, il est important de noter que le programme de relocalisation

de la NTCA est de plus en plus financé par le fonds CAMPA – c'est-à-dire l'argent que les sociétés minières et autres promoteurs de projets de « développement » versent pour compenser les forêts qu'ils utilisent et détruisent. La loi sur le Fonds de reboisement compensatoire (CAFA) de 2016 a légitimé ce processus (1). La CAFA précise que l'utilisation de l'argent de la CAMPA doit être soumise à la consultation des *Gram Sabhas*, mais cela est généralement ignoré.

Les liens étroits entre l'expansion de la « conservation-forteresse » (parcs sans êtres humains) d'une part, et l'expansion de l'exploitation minière et de la déforestation à grande échelle d'autre part, doivent être dénoncés de toute urgence. Ces deux phénomènes se traduisent par le déplacement et la spoliation des communautés forestières et se renforcent mutuellement.

Les communautés forestières vivant sur les plateaux du centre de l'Inde, principalement des peuples autochtones tels que les Gonds et les Baiga, sont néanmoins les véritables gardiens des forêts. Ce sont elles et leurs institutions qui pourraient protéger les forêts contre les destructions aveugles et les enclosures ; elles et elles seules pourraient continuer à maintenir leurs forêts en vie – non seulement en tant qu'habitats pour les tigres, mais aussi en tant que systèmes complexes de maintien de la vie. La FRA pourrait jouer un rôle central, car elle représente un processus de conservation décentralisé, participatif et autonome.

Malheureusement, la FRA a été largement conçue, et peut-être aussi perçue, comme une loi sur les droits fonciers et tribaux plutôt que comme une législation de conservation. Du fait des intérêts clairs des entreprises et des gouvernements qui sont en jeu, il devient impératif de mettre en avant les aspects de conservation dans la FRA. Cela signifie laisser la FRA devenir ce qu'elle est vraiment : un processus intrinsèquement social et politique qui aide les communautés à défendre, préserver et récupérer leurs biens communs forestiers. Les habitants des forêts indiennes le font depuis des générations et cela n'a aucun sens d'un point de vue environnemental, qu'ils soient délibérément exclus de tout programme de conservation. La question qui se pose est donc la suivante : les AP et les réserves de tigres visent-elles vraiment des objectifs de conservation ?

Une campagne intensive visant à mettre en lumière la FRA en tant que législation environnementale a été lancée en septembre 2020 par des groupes et des militants associés à l'AIFFM (All India Forum of Forest Movements) et à d'autres processus organisationnels présents dans les forêts de tigres du centre de l'Inde. Cette campagne tente d'impliquer activement divers segments de la société civile, y compris les milieux juridiques et les médias, et de présenter de manière adéquate les voix des habitants des forêts menacés d'expulsion imminente.

Tout d'abord, trois groupes d'activistes et de chercheurs ont été formés pour rendre visite aux communautés vivant dans et autour de diverses AP et corridors fauniques potentiels/proposés dans les États du Maharashtra, du Madhya Pradesh et du Chhattisgarh. L'objectif de chaque groupe était de collecter des données au niveau des États sur la situation sur le terrain, y compris les tentatives d'expulsion par le Département des forêts de l'État (ou l'administration du district), les cas de violations de la FRA, de la CAFA et d'autres législations connexes, et les cas d'activités de conservation initiées par la communauté. Cependant la pandémie de Covid-19 a retardé cette mission. Néanmoins, certaines données ont été recueillies et un rapport sur les réalités des communautés vivant dans les plateaux du centre de l'Inde a été préparé (2). Pourtant, il reste encore beaucoup à faire.

Résumé des constatations : des persécutions se poursuivent au nom de la « conservation »

Le rapport montre clairement que les préjugés officiels à l'encontre des communautés forestières tribales et non tribales restent dominants. Dans les AP couvertes par chaque groupe, il est apparu clairement que l'administration forestière continue de traiter les communautés comme de simples « perturbations » et considère qu'elles doivent être écartées dans l'intérêt de la conservation de la faune. Il est également apparu clairement que les prétendues actions de conservation dans les AP, en violation explicite de la FRA, ne font qu'aliéner davantage les communautés forestières, au lieu de reconnaître leur rôle historique et légal dans la conservation.

Le problème majeur dans les AP est l'absence de moyens de subsistance adéquats pour les communautés, un problème sans cesse aggravé par des restrictions souvent illégales sur leur utilisation de la forêt et des terres, la relocalisation forcée/involontaire et le déplacement sans réinsertion ni indemnisation. Les communautés sont également confrontées aux industries extractives et à d'autres activités de « développement » qui ont lieu à proximité des AP, ainsi qu'à l'exploitation forestière illégale et au tourisme sans restriction. Tout cela se passe en violation de la FRA.

La section qui suit met en lumière quelques-uns des innombrables agissements illégaux et négatifs du Département des forêts dans les AP visitées par les groupes d'activistes dans les États du Maharashtra, du Madhya Pradesh et du Chhattisgarh (3).

Réserve de tigres de Tadoba Andheri (Maharashtra)

Située dans le district de Chandrapur du Maharashtra, la réserve de tigres de Tadoba Andheri (TATR) comprend le parc national de Tadoba, la réserve faunique d'Andheri et les forêts adjacentes. Le parc national et la réserve faunique d'Andheri ont été déclarés

habitat critique du tigre en 2007, quelques jours seulement avant l'entrée en vigueur de la FRA. La catégorie « habitat critique du tigre » est réservée à la conservation du tigre et permet la relocalisation des populations humaines, uniquement avec le consentement préalable et informé des communautés. Cinq des 6 villages situés dans la réserve de tigres – Kolsa, Botezari, Palasgaon, Jamni et Ramdegi – ont déjà été partiellement ou totalement « relocalisés ».

Le village de Rantalodhi et quelques familles restantes du village de Kolsa sont toujours à l'intérieur de la réserve, défiant les efforts constants de « relocalisation » du Département des forêts, accompagnés de divers types de menaces et de mesures punitives. L'entrée des villages a été clôturée, l'accès à la nourriture et à d'autres provisions distribuées dans le cadre du système de distribution publique a été refusé, le raccordement électrique aux maisons des villageois a été coupé et un certain nombre d'affaires pénales ont été engagées contre des militants communautaires demandant la reconnaissance de leurs droits en vertu de la FRA. Les villages situés hors de la réserve n'ont pas non plus échappé à ces pressions : sans les consulter, une « zone tampon » qui touche 90 villages a été unilatéralement créée. Une série de nouvelles stations touristiques ont vu le jour depuis le début de la promotion du tourisme du « tigre ». Pendant ce temps, de nouvelles et d'anciennes mines de charbon continuent d'être exploitées juste à côté des forêts de la réserve.

Réserve de tigres de Bor (Maharashtra)

Située dans le district de Wardha, dans le Maharashtra, la réserve de tigres de Bor ne compte plus aucun village dans sa zone centrale, mais il y a 36 villages dans la zone tampon.

Le village de Nawargaon a été le dernier à être relocalisé en 2017, supprimant ainsi toute présence humaine. Comme la plupart des villageois vivant dans et autour des forêts de Bor sont des éleveurs nomades, la création d'une réserve de tigres a sévèrement restreint l'accès aux pâturages traditionnellement utilisés et a entraîné de grandes souffrances. Lors de réunions en 2020, les villageois ont confirmé que la FRA n'avait pas été appliquée dans la réserve de tigres de Bor et de nombreux villageois ont noté que les Gram Sabhas n'avaient pas été convoqués au cours de ce que le Département des forêts a appelé une « relocalisation volontaire ». Pendant ce temps, l'indemnisation accordée aux villages tampons en cas de conflits entre l'homme et la faune est largement insuffisante et la plupart du temps différée. Quelques jours avant la visite du groupe en 2019, un garçon de 15 ans a été tué par un tigre dans le village de Jungli Amgaon. Le Département des forêts a refusé de verser une indemnisation et, au lieu de cela, a arrêté certains membres de la famille de la victime pour avoir « créé des troubles dans le village ».

Le Réservoir de Bor, situé dans la zone centrale de la réserve (déclarée également habitat critique du tigre) permet de contrôler la protection de la faune, tout en offrant très peu de possibilités de subsistance aux communautés. Le Réservoir a été ouvert au tourisme.

Réserve de tigres de Pench (Maharashtra)

La réserve de tigres de Pench dans le Maharashtra partage sa limite nord avec la réserve de tigres de Pench dans le Madhya Pradesh.

Sur les deux villages de la zone centrale de la réserve de tigres, l'un, le village de Totladoh a été déplacé vers la zone tampon suite à une expulsion violente en 2002, tandis que l'autre, le village de Fulzari poursuit son existence à l'intérieur. Selon les villageois qui résident actuellement dans le village de New Totladoh dans la zone tampon, leur expulsion a eu lieu sans préavis ni indemnisation. Les villageois, dont le principal moyen de subsistance était la pêche dans le Réservoir de Pench – désormais reconnu comme un droit communautaire en vertu de la FRA –, continuent d'être traqués par les autorités du parc. Soumis à d'innombrables atrocités, notamment des arrestations sommaires, des violences physiques et des attaques avec des bâtons et des fusils à plomb, les villageois vivent sous une forte pression économique, sans aucun moyen de subsistance ; seules quelques familles pratiquent l'agriculture dans le village, car beaucoup n'ont pas de terres et même pour celles qui en ont, la terre n'est pas cultivable.

Après que la demande de droits forestiers communautaires des villageois de Totladoh pour la pêche dans le réservoir a été officiellement traitée par le comité de district compétent pour la FRA, et que le collecteur de district a officiellement informé les villageois que leur demande avait été reconnue, le processus a été soudainement mis en attente. Une lettre a révélé que la NTCA avait émis une directive selon laquelle les demandes de ce type ne pouvaient pas être traitées dans les zones d'habitat critique du tigre (CTH), suite au lobbying agressif des ONG locales de conservation. En vain, les villageois et les groupes militants ont fait remarquer que la NTCA n'avait aucune compétence légale pour arbitrer les questions liées aux réclamations admises en application de la FRA, et que la privation des droits forestiers communautaires était manifestement illégale. Le lobby de la conservation s'est servi des médias pour diffamer et vilipender les villageois : on a accusé les habitants de Totladoh d'être des braconniers, dont beaucoup sont impliqués dans l'abattage de tigres. Les protestations des villageois ont été réprimées par les autorités, un certain nombre de villageois ont été arrêtés, battus et incriminés à tort. Les restrictions d'accès aux forêts et au Réservoir pour la pêche continuent de rendre leur vie extrêmement difficile.

Réserve de tigres de Panna (Madhya Pradesh)

La partie centrale de la réserve de tigres de Panna, située dans les deux districts de Panna et Chhatarpur, dans le Madhya Pradesh, comprend le parc national de Panna et la réserve faunistique de Panna (Gangua). La zone a été déclarée habitat critique du tigre en 2007. Les villageois de Kota Gunjapur, pour la plupart des autochtones Gond, et les familles du village d'Umrawan, ont refusé de partir lors de la campagne de relocalisation en 2017. Ils ont pourtant dû faire face à la colère des responsables forestiers. Les villages ont été barricadés et des restrictions ont été imposées à leur entrée et à leur sortie. En 2015, 61 des 70 familles du village d'Umrawan ont été relocalisées. Les familles restantes ont déposé une plainte auprès de la Haute Cour de Jabalpur, invoquant une mauvaise application de la FRA. En octobre 2019, le Département des forêts a envoyé un avis aux familles restantes pour qu'elles déménagent. Les villageois affirment que les familles qui ont déjà été « relocalisées » ont désormais des conditions de vie plus pauvres et plus dures, avec des logements et des installations d'eau et d'électricité inadéquates et sans véritable source de revenus.

Sanctuaire de faune d'Achanakmar (Chhattisgarh)

Cette réserve faunistique a été déclarée habitat critique du tigre et a été intégrée au projet Tiger en 2009. Achanakmar est aussi l'habitat des Baiga, l'un des plus anciens groupes autochtones de cette région. Selon les directives révisées du projet Tiger, les départements forestiers doivent identifier les espaces intacts et déplacer les villages des habitats critiques du tigre dans un délai donné, en fournissant un meilleur programme d'aide à la relocalisation. Les départements forestiers sont également tenus de déterminer les droits forestiers des communautés vivant dans ces villages. Ces directives ont été fortement contestées par les groupes de terrain qui ont souligné que la relocalisation des villages situés dans les habitats critiques du tigre est soumise au consentement du *Gram Sabha*. Mais le Département des forêts du Chhattisgarh a constamment enfreint ces directives dans la réserve de tigres d'Achanakmar.

Sur les 25 villages de la zone centrale de la réserve, six ont été déplacés en décembre 2009. Ces « relocalisations » ont été effectuées unilatéralement et sans respecter la FRA. On a promis aux villageois une indemnisation forfaitaire de 10 lakhs (1 million) de roupies, soit environ 13 000 USD) et des équipements de base dans les nouveaux lieux d'habitation : 5 acres de terres agricoles pour chaque ménage (environ 2 hectares), des maisons, une école, de meilleurs soins de santé et des moyens de subsistance. Cependant, lorsque le processus de « relocalisation » s'est achevé, les nouveaux emplacements n'étaient pas prêts et chaque ménage n'a reçu qu'une maigre somme de 5 000 roupies en espèces (environ 68 USD) et 45 000 roupies sur leurs comptes bancaires (environ 616 USD). Les familles « relocalisées » qui vivent maintenant en lisière de la forêt ont été strictement empêchées de récolter quoi que ce soit, y compris du bois de chauffage. Les terres

agricoles qui leur ont été attribuées sont de mauvaise qualité et ne sont pas vraiment propices à l'agriculture. Les populations autochtones Baiga et d'autres communautés forestières disent qu'elles n'ont pas d'autres moyens de subsistance en dehors des forêts et qu'elles sont maintenant obligées de travailler comme ouvriers du bâtiment dans les zones urbaines.

Où va la conservation-forteresse ?

Ces cas ne sont que des exemples typiques de la façon dont le paradigme dominant de la conservation va à l'encontre des communautés forestières.

Pourquoi le gouvernement indien et sa bureaucratie forestière s'acharnent-ils à déplacer les communautés forestières de leurs maisons et de leurs biens communs forestiers, en violation manifeste de leur propre loi ? Pourquoi certaines grandes ONG de conservation continuent-elles à promouvoir un paradigme de conservation raciste qui discrimine les communautés forestières ?

Ces questions prennent encore plus d'acuité lorsque les agences de développement et de grandes entreprises de construction de routes et de barrages ou des sociétés minières sont régulièrement autorisées à détruire des forêts, même à l'intérieur des zones de conservation de la faune officiellement classées. Un coup d'œil sur les procès-verbaux récemment publiés du Conseil national de la faune sauvage (National Wild Life Board), l'organisation centrale pour la conservation de la faune en Inde, montre que les forêts des AP indiennes sont promises à des destructions de plus en plus fréquentes. (4)

Par exemple, le Conseil a autorisé l'exploitation d'une mine de charbon en bordure d'une réserve faunistique à Telengana, « détournant » ainsi environ 3 300 hectares de forêts dans une zone écologiquement vulnérable (zones entourant les AP où les activités de développement ne sont pas autorisées) pas plus tard qu'au 7 août 2021. De même, une autoroute à quatre voies a été autorisée le 5 janvier 2021, dans la zone écologiquement vulnérable située à l'extérieur de la réserve de tigres de Rajaji, dans l'Uttarakhand, où les responsables forestiers continuent de persécuter la communauté autochtone semi-nomade Van-Gujjar, en ignorant toutes les réclamations déposées en vertu de la FRA. (5) Un autre projet routier a également été accepté, qui se traduit par la destruction d'environ 60 hectares de forêts à l'intérieur de la réserve faunistique du Dibang dans l'Arunachal Pradesh, dans les montagnes du nord-est. D'autres abattages de forêts ont été autorisés à Arunachal, pour la construction de lignes de transmission à l'intérieur de la réserve de tigres de Namdapha. En outre, dans la réserve transhimalayenne de Changthang au Ladakh, où vivent, entre autres animaux en voie de disparition, l'insaisissable léopard des neiges et le Kiyang (cheval sauvage de l'Himalaya), 188 hectares ont été cédés pour la construction de routes. D'autres projets d'autoroutes et de trains rapides ont obtenu des

autorisations définitives au Rajasthan (autoroute Greenfield à huit voies dans la réserve de tigres de Mukundra) et au Maharashtra (projet de train rapide Mumbai-Ahmedabad dans le parc national de Sanjay Gandhi). En outre, d'autres propositions de construction de routes ont été acceptées dans l'État himalayen du Sikkim.

Le 27 avril 2022, les autorités du parc de la réserve de tigres de Sariska au Rajasthan – la tristement célèbre aire protégée sans tigres (les tigres ont été réintroduits après leur extinction en 2004) (6) ont commencé à relocaliser un village entier alors que de nombreuses mines sont exploitées par de puissants groupes mafieux. (7) Six autres communautés devraient être relocalisées en 2022, selon les autorités. (8) Une estimation récente de l'Autorité nationale de conservation du tigre dénombre jusqu'à 46 000 familles résidant dans les réserves de tigres (9), et environ 60 milliards de roupies (plus de 744 millions de dollars) seraient nécessaires pour les faire partir de leurs forêts et de leurs terres.

Pour la NTCA, le Département des forêts et leurs ONG alliées, c'est la voie à suivre, car, pour eux, il ne peut y avoir de « conservation » que si les communautés forestières sont exclues et déplacées – d'une manière ou d'une autre. C'est la base de ce modèle de « conservation-forteresse » profondément raciste – qui ignore aussi totalement la FRA et même la constitution du pays !

La reconnaissance des droits forestiers des communautés qui vivent dans et avec les forêts depuis des générations constitue clairement une menace pour les intérêts des grandes ONG de conservation, des responsables forestiers, des politiciens locaux, d'une partie des médias et de la NTCA.

Soumitra Ghosh

Forum indien des mouvements forestiers (All India Forum of Forest Movements—AIFFM)

(1) Pour plus d'informations, voir : Bulletin WRM 217, La déforestation finance plus de plantations : Le nouveau projet de loi sur le Fonds de reboisement compensatoire en Inde, 2015, <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/la-deforestation-finance-plus-de-plantations-le-nouveau-projet-de-loi-sur-le-fonds-de-reboisement> ; Bulletin WRM 250, La pandémie dans les forêts en Inde : escalade des attaques contre les communautés, 2020, <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/la-pandemie-dans-les-forets-en-inde-escalade-des-attaques-contre-les-communautés> ; et Bulletin WRM 246, Inde : L'exploitation minière, la déforestation et l'argent de la conservation, 2019, <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/inde-lexploitation-miniére-la-deforestation-et-largent-de-la-conservation>

(2) Lutttes pour le droit de vivre dans les forêts déclarées aires protégées en Inde, <https://www.wrm.org.uy/fr/publications/lutttes-pour-le-droit-de-vivre-dans-les-forets-declarees-aires-protéegées-en-inde>

Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)

(3) Idem (2)

(4) Ministère de l'environnement, des forêts et du changement climatique, procès-verbal de la 66e réunion du Comité permanent du Conseil national pour la vie sauvage-reg, 2022,

http://forestsclearance.nic.in/writereaddata/Order_and_Release/211312301212166THMinutesofMeeting.pdf

(5) Counter Currents, Covid becomes excuse to attempt eviction of Rajaji National Park forest dwellers, 2022, <https://countercurrents.org/2022/04/covid-becomes-excuse-to-attempt-eviction-of-rajaji-national-park-forest-dwellers/>

(6) Hindustan times, Sariska's tiger population goes up to 20 with three new cubs, 2022,

<https://www.hindustantimes.com/india-news/sariska-s-tiger-population-goes-up-to-20-with-three-new-cubs/story-Ei0gIzhglyiTAo4B58MkSN.html>

(7) Down to Earth, Despite ban, mines thrive in Sariska reserve,

<https://www.downtoearth.org.in/coverage/despite-ban-mines-thrive-in-sariska-reserve-30946>, ainsi que SCC

Blog, Forest Guard mowed down by mining mafia in Sariska: Tribunal asks authorities to take further remedial measures to enforce law of land, 2021, <https://www.sconline.com/blog/post/2021/04/09/forest-guard/> , and Down to Earth, Order of the National Green Tribunal regarding illegal mining in Sariska,

Rajasthan, 2021, <http://www.indiaenvironmentportal.org.in/content/470211/order-of-the-national-green-tribunal-regarding-illegal-mining-in-sariska-rajasthan-06042021/>

(8) The Times of India, Rajasthan: Villagers leave their homes so tigers can live, 2022,

<https://timesofindia.indiatimes.com/videos/toi-original/rajasthan-villagers-leave-their-homes-so-tigers-can-live/videoshow/91121435.cms>

(9) Gouvernement indien, procès-verbal de la 18^e réunion de la NTCA, 2020,

https://ntca.gov.in/assets/uploads/Meeting/Minutes/18th_NTCA_meeting_minutes.pdf

RECOMMANDATIONS

Lettre ouverte dénonçant l'eucalyptus génétiquement modifié (GM) résistant au glyphosate de Suzano Papel e Celulose

Plus de 50 organisations, réseaux et mouvements du Brésil et du monde entier dénoncent la dissémination dans l'environnement et l'utilisation commerciale d'un nouvel eucalyptus transgénique de l'entreprise brésilienne Suzano Papel e Celulose.

Les organisations exigent l'annulation immédiate de la licence accordée pour l'utilisation de l'eucalyptus Suzano GE 751KO32, ainsi que l'action et l'intervention du ministère public fédéral pour annuler la décision prise par la Commission technique nationale de biosécurité (CTNBio), une décision prise sans débat public complet, en particulier dans les régions du Brésil exposées depuis de nombreuses années à la monoculture d'eucalyptus.

Pour lire le texte complet de la lettre : <https://alertacontradesertosverdes.org/>

« Les feux de la spoliation. » Les incendies provoqués par les plantations au Chili

Un documentaire produit par le collectif audiovisuel Ojo de Treile montre comment les plantations industrielles en monoculture dans le sud du Chili sont à l'origine de méga-sécheresses et de feux de forêt dévastateurs. Le modèle industriel de la monoculture porte en lui un héritage de violence, de spoliation et de destruction. Les industries des plantations et de la cellulose ont été soutenues par les politiques de l'État chilien et continuent d'étendre leurs effets néfastes. Voir la vidéo en espagnol ici. <https://www.youtube.com/watch?v=1-kVhdavxDw>

Les femmes autochtones Munduruku protègent leur territoire avec des caméras et des téléphones

Le peuple Munduruku au Brésil affirme que le discours anti-autochtone de l'administration de Jair Bolsonaro a encouragé les bûcherons et les mineurs illégaux et l'expose à un plus grand risque. En réponse, trois jeunes femmes Munduruku ont mis en place un collectif audiovisuel qui utilise les réseaux sociaux pour renforcer la sensibilisation aux intrusions illégales dans leur territoire. Le collectif fait un travail essentiel en relayant les plaintes de la communauté vers le monde extérieur. Lire un article et voir quelques vidéos sur Mongabay (en anglais) ici :

<https://news.mongabay.com/2022/03/to-fight-invaders-munduruku-women-wield-drone-cameras-and-cellphones/>

Et en portugais ici : <https://reporterbrasil.org.br/2022/02/camera-drone-e-celular-as-armas-das-jovens-munduruku-para-resistir-a-escalada-de-invasoes-e-ameacas/>

Une certification RSPO malgré les conflits fonciers, la violence et la criminalisation

Près de 1 500 membres de MALOA (Malen of Affected Land Owners and Users Association) en Sierra Leone ont lancé une pétition pour s'opposer à la certification RSPO (Table ronde sur l'huile de palme durable) de la filiale SOCFIN dans ce pays. Ils ont soulevé plusieurs points qui témoignent des nombreux conflits fonciers, de la violence et des doléances des communautés affectées. Cette certification fait suite à un certain nombre de certifications très controversées du groupe SOCFIN au Nigeria, au Cameroun et en Côte d'Ivoire. La RSPO a un parti pris très clair en

faveur de l'industrie et n'est pas de nature à garantir la durabilité et le respect des droits de l'homme dans les chaînes d'approvisionnement en huile de palme.

De plus, les membres de MALOA qui ont signé la pétition en mars 2022 ont été la cible de harcèlement arbitraire et fait l'objet d'une criminalisation.

Lire la pétition (en anglais) ici : <http://greenscenery.org/wp-content/uploads/2022/04/220321-MALOA-RSPO-petition.pdf>

Pour en savoir plus, lire ici : <http://www.fian.be/Le-label-durable-RSPO-octroye-a-Socfin-en-Sierra-Leone-malgre-un-conflit?lang=fr>

Lire un communiqué de presse sur les mesures d'intimidation à l'encontre des membres de MALOA (en anglais) ici : <http://greenscenery.org/wp-content/uploads/2022/05/220506-Green-Scenery-Harassment-of-Land-Rights-Activist-in-Chefferie-de-Malen.pdf>

Série de webinaires « Décrypter le jargon »

L'objectif primordial de cette série coordonnée par la fondation Swift et l'Institut de développement durable des Premières Nations est de rechercher de nouvelles façons de plaider pour plus de clarté et d'utiliser un langage adapté pour permettre des relations respectueuses et positives avec les peuples autochtones et les groupes marginalisés et éviter les termes qui peuvent être discriminatoires ou offensants ou être à l'origine de stratégies qui utilisent mal leur héritage et se transforment en un autre moyen d'assimilation et d'éviction. Trois webinaires ont été organisés :

1. Agroécologie, agriculture régénératrice et connaissances alimentaires autochtones vieilles de 10 000 ans

<https://www.swiftfoundation.org/agroecology-restorative-agriculture-and-10000-year-old-indigenous-food-knowledge/>

2. Conservation, aires protégées et terres autochtones PARTIE 1 : Témoignages de Turtle Island/Amérique du Nord

<https://www.swiftfoundation.org/unpacking-jargon-turtle-island/>

3. Conservation, aires protégées et terres autochtones PARTIE 2 : Témoignages d'Abya Yala

<https://www.swiftfoundation.org/unpacking-jargon-3-voices-from-abya-yala/>

Les articles du bulletin peuvent être reproduits ou diffusés en mentionnant la source suivante : Bulletin 261 du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) : « Les territoires en lutte contre les monocultures d'arbres, les méga-barrages et les aires protégées » (<https://wrm.org.uy/fr/>)

«

[Inscrivez-vous au Bulletin du WRM](#)

Le Bulletin cherche à appuyer et à soutenir les combats des peuples qui défendent leurs forêts et leurs territoires. L'inscription est gratuite.

¿Vous avez manqué le dernier numéro du Bulletin WRM intitulé

« Concessions foncières : une cause fondamentale de la déforestation » ?

[Vous pouvez le consulter, ainsi que tous les précédents numéros du bulletin WRM, en cliquant sur ce lien.](#)

Bulletin du Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)

Ce bulletin est également disponible en anglais, espagnol et portugais

Editeur: Joanna Cabello

Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)

Appui éditorial: Elizabeth Díaz, Lucía Guadagno, Eduardo Hoppe, Jutta Kill, Winfridus Overbeek et Teresa Pérez

Secrétariat International du WRM
Av. Bolivia 1962 Bis, CP 11500 Montevideo, Uruguay
Tel/fax: +598 26056943
wrm@wrm.org.uy / <http://wrm.org.uy/fr/>